cyanmagentajaunenoir

HOROYA
Quotidien national



N°8139 DU LUNDI 05 SEPTEMBRE 2022 * 61ème ANNÉE | www.journalhoroya.net * horoya1958@gmail.com | PRIX : 2 000 GNF



L'espoir d'une Guinée qui s'assume

EDITO

Le sacerdoce d'une transition !

On avait préféré, en toute rigidité, l'ordre à la loi en clamant l'option haut et fort : des principes démocratiques, des libertés fondamentales étaient donc systématiquement anéanties et des activistes syndicaux, politiques, religieux, etc., embastillés. Certains sont morts en prison et la famille des victimes attend encore et toujours le résultat de l'autopsie. On avait aussi préféré des marchés de gré à gré à la pelle pour s'en faire pleines les poches, en lieu et place de la concurrence ouverte pour l'intérêt national. D'où l'enrichissement illicite d'une poignée de copains, coquins. *(suite page 2)*

ÉDITO

Le sacerdoce d'une transition !

Par Ibrahima Koné



On avait préféré, en toute rigidité, l'ordre à la loi en clamant l'option haut et fort : des principes démocratiques, des libertés fondamentales étaient donc systématiquement anéanties et des activistes syndicaux, politiques, religieux, etc., embastillés. Certains sont morts en prison et la famille des victimes attend encore et toujours le résultat de l'autopsie. On avait aussi préféré des marchés de gré à gré à la pelle pour s'en faire pleines les poches, en lieu et place de la concurrence ouverte pour l'intérêt national. D'où l'enrichissement illicite d'une poignée de copains, coquins.

Pour ne rien arranger, la corruption rampante avait fini par élire domicile dans nos mœurs. Et ceux qui se rendaient coupables de ces actes malsains, prohibés avaient choisi le mépris, le déni et l'insolence comme identités remarquables d'une prétendue réussite, dans un système où le désordre économique et administratif avait eu droit de cité. La plaie est béante. Très fétide. Et le feu couve encore sous la cendre. La majorité silencieuse quant à elle est transformée en simple bétail électoral. Elle ne savait plus à quelle gouvernance ou à quel leader se fier. Elle était usée et désabusée. Le cocktail était suffisamment explosif. Et comme si de rien n'était, on a cultivé et entretenu à cœur joie, le clivage ethnique. On estampille et on catalogue. On voue aux gémonies et on se bombe le torse. On rit jaune et on instaure la compromission. On livre à la vindicte des adversaires supposés ou réels. Cette Guinée faisait peur.

L'angoisse n'est pas totalement enfouie, mais, depuis l'aube de ce 5 septembre 2021, une ère nouvelle souffle. Le pouvoir a discrètement changé de camp, de direction et d'hommes. Il aura fallu des heures, des jours, voire des semaines afin que certains se rendent à l'évidence. Et pourtant, un an déjà, on a eu droit à des tranches de vie, d'actes, de paroles, d'engagements. Sous la clairvoyance de Mamadi Doumbouya, **l'homme qui s'est déclaré volontaire de ''faire le sale boulot", afin de bien secouer le cocotier et lui débarrasser de ses vieilles branches lugubres, infestes et pestilentielles. L'exercice n'est pas du beurre à couper ou un simple jeu de plaisirs.** D'où le sacerdoce accolé à cette transition. Le président de la transition connait la Guinée et les Guinéens, il a voulu se faire entourer d'hommes et de femmes de poigne enclins à répondre aux attentes urgentes.

Une oreille attentive s'est détachée pour se faire voix. C'est celle du nouveau Premier ministre Bernard Gomou, lequel entend impulser au gouvernement une dynamique basée sur le patriotisme, la transparence, la solidarité gouvernementale, la prise en compte de l'aspect transversal de toutes nos missions, la coordination, l'impulsion et la synergie. De quoi rassurer à priori, Mamadi Doumbouya dont la parole d'honneur est sans cesse renouvelée. L'homme restitue des biens, restaure dans des droits. Il marche sur des œufs et entend mettre tout le monde à la même enseigne. Mais, la démarche est à prix coûtant : certains pleurent, d'autres applaudissent. C'est inhérent à tous les choix politiques difficiles. L'essentiel, à s'y méprendre, c'est une justice pour les justiciables. Une justice à tous et pour tous.

De toute évidence, le locataire de Mohamed V a assigné pour mission à cette transition une *"refondation de l'Etat"*, la rédaction d'une nouvelle Constitution, la lutte contre la corruption, la réforme du système électoral, la refonte du fichier électoral, l'organisation d'élections *"libres, crédibles et transparentes"* et la "*réconciliation nationale".* Il est clair que le chemin reste long, escarpé et semé d'embûches. Il requiert beaucoup d'humilité, de sens élevé de rassemblement, mais aussi et surtout d'écoute. Après tout, Mamadi Doumbouya avait motivé le changement de régime par *« l'instrumentalisation des institutions républicaines, de la justice, le piétinement des droits des citoyens [et] l'irrespect des principes démocratiques »*, et répétait à qui voulait l'entendre qu'il allait *« rendre le pouvoir au peuple de Guinée »*.

C'est pourquoi, à y voir de près, Mamadi Doumbouya n'entend ni être distrait, ni reculer face aux possibles compromissions, enjeux et défis : **cette transition-là est pour lui et son équipe, un sacerdoce somme toute inoxydable.** Et, aujourd'hui, en cet anniversaire de l'an un de l'avènement du CNRD, c'est tous les Guinéens, à l'unisson qui rêvent d'une transition paisible, réussie et donc historique.

C'est d'ailleurs l'unique option qui vaille !

HOROYA
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée
E-mail: horoya1958@gmail.com
Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Ibrahima Koné
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99
konesayon1@gmail.com

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
Mame Fatoumata Diallo
Tél: 623 49 01 30
randasylla17@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF
REDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Amadou Kendessa Diallo
Tél: 622 48 10 45 *kenssa2@gmail.com*

SECRETAIRE GENERAL
Lancinè Camara
Tél: 622 34 17 77 *lacicama@gmail.com*

RUBRIQUE CULTURE & SPORTS
Dinah Salifou Soumah
Tél: 628 36 43 56

RUBRIQUE ÉCONOMIE
Lansana Sarr
Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

RUBRIQUE INTERNATIONALE
Jean Marie Morgan
Tel : 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

RESPONSABLE SITE WEB
Youssouf Hawa Kéïta Tél : 622 28 54 00

CHEF SERVICE FABRICATION
Abdoulaye Alsény Bangoura
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

CHEF SAF
Aïssata Bilivogui
Tél: 622 55 61 42

CHEF SERVICE COMMERCIAL
Amara Sylla Tél: 628 80 71 88

LE PREMIER MINISTRE FACE AUX DÉFIS

Vers des marées montantes de prospérité ?

Il arrive dans un contexte particulier lié notamment à une situation sociopolitique jugée plutôt irrespirable. D'un côté, la communauté internationale est sur le dos de la Guinée, de l'autre, une sorte de racaille urbaine perturbe des mers calmes de la paix. Bernard Gomou, comme c'est de lui qu'il s'agit, sait bien ce sur quoi s'en tenir et ce qui l'attend, en prenant les rênes d'une Primature jusque-là aphone et où la lassitude avait fini par broyer sa réelle identité.

Bernard Gomou a des atouts ! Le premier : il arrive à la Primature après l'avoir apprivoisée environ 35 jours, en qualité d'intérimaire. Il a su délimiter son territoire, redonner de l'aura à la fonction qui est désormais la sienne. Le deuxième atout : sa jeunesse, donc son audace et ses facultés d'anticiper, d'inspirer, d'orienter et de mener une équipe dont les éléments sont issus d'horizons divers. Le troisième atout : l'homme n'est pas un inconnu de ses pairs d'hier. Ce sont les mêmes ou presque qui se côtoient encore aujourd'hui. Certains ont changé de portefeuille, d'autres sont promus et un autre groupe, dans la profonde et intenable angoisse continuent de prier pour être gardés au poste.

Au regard de cette réalité qui crève l'évidence, on est tentés de rêver avec ce nouveau Premier ministre qui entend d'ailleurs mener ses concitoyens vers des marées hautes de prospérités profitables à cette majorité silencieuse. Une majorité silencieuse sans cesse abusée et toujours sans repères. Voilà que la Guinée est en guerre contre un réseau tentaculaire de violences et de haines. Des Guinéens peinent à s'entendre sur l'essentiel, autour des valeurs qui fondent la nation. Bernard Gomou a sa partition à jouer. Il en est conscient. Il jouit d'une autre situation qui le maintient à flots. Il s'agit de l'économie. Celle-ci est certes très affaiblie en partie par l'appât du gain et l'irresponsabilité de certains. Le nouveau PM est enclin à faire désormais des choix et à préparer la nation à un nouvel âge. On lui reconnait déjà son statut d'homme humble face aux tâches qui l'attendent. Il n'est pas manifestement ce PM qui abdique face aux défis, épreuves et autres embûches.

C'est pourquoi il veut graver son passage à la Primature dans nos mémoires, avec humanité et intelligence. Pour ce faire, il s'est fait un serment, celui de démystifier la fonction du Premier ministre, car, après tout, à y voir de près, Bernard Gomou est conscient que c'est une belle histoire qui s'écrit et donc une réelle aventure qu'essayer de rendre la Guinée bien meilleure aujourd'hui. Il mise sur la rupture, la solidarité gouvernementale, les performances dans la gestion des affaires publiques afin de porter l'accent sur les priorités du moment, face aux problèmes que rencontre le pays. D'où la démarche qui vise à éveiller un nouveau sens de responsabilité et de sacrifice partagés chez les citoyens. Il est, par ce biais, un symbole de changement par rapport à son prédécesseur. Bernard Gomou représente également un autre changement générationnel en tant que Premier ministre promu né dans les années 1970.

Face aux défis et enjeux du moment, mais surtout avec l'espoir et la vertu, Bernard Gomou va à l'affront, pour braver une fois de plus les chemins escarpés. Il s'est trouvé une place dans l'organisation de la CAN 2025 en Guinée, à travers la création d'un Comité interministériel d'orientation de la CAN Guinée 2025 (COMIOR CAN 2025). Dans cet élan, le Chef du Gouvernement a invité les membres du Conseil à la solidarité autour du ministre de la Jeunesse et des Sports pour faire de ce projet une réalité pour notre nation. Dans sa logique de rupture, Bernard Gomou innove : il va entamer une tournée dans tous les départements ministériels suivant un planning qu'il fera parvenir à tous les membres du gouvernement.

L'objectif c'est de s'imprégner des conditions de travail de chacun et échanger autour des trois objectifs prioritaires à atteindre avant la fin de l'année. Aussi, rapporte-ton, le Premier Ministre à la suite de cette visite promet de faire la revue des lettres de mission en vue des contrats de performance. Le but de cet exercice est de faire des évaluations sur la base des indicateurs mesurables qui impacteront durablement la vie des populations. Mais, pas que ; car, le Premier Ministre s'engage à mettre cette tournée à profit pour établir ou renforcer le contact entre ses conseillers sectoriels et les départements dont ils ont la charge. Aussi, que lesdits conseillers doivent pouvoir aider et attirer l'attention des membres du Gouvernement dans la bonne exécution et le suivi des décisions. S'agissant du rapport final des Assises Nationales, Bernard Gomou a également invité ses ministres à une réunion préparatoire « pour réfléchir sur la stratégie de vulgarisation du rapport et définir la méthodologie à mettre en place pour le suivi et la mise en œuvre des recommandations du dit rapport. »



Au pas de course, le PM n'entend point être pris à défaut. Il affiche un air d'homme très pressé, méthodique et rigoureux. A priori, c'est l'unique option qui vaille, à l'orée des marées montantes de prospérité devant profiter aux Guinéens.

Tout un challenge !

Thierno Peredio

RÉCONCILIATION NATIONALE

Un impératif pour l'essor de la Guinée

Ces 10 dernières années, notre pays a connu des soubresauts sociopolitiques ayant causé la mort des dizaines de Guinéens et des dégâts matériels et financiers importants. Ces événements douloureux ont aussi entrainé la suspicion, la haine, la volonté de nuire à autrui, l'apatridie, la corruption…



L'arrivée au pouvoir du Conseil National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), le 5 septembre 2021, avec à sa tête un homme de poigne et imperturbable, le Colonel Mamadi Doumbouya, la Guinée aspire aujourd'hui au rassemblement et à la réconciliation entre ses fils pour refonder la République dans la justice et le pardon.

Déjà, les 5 valeurs du CNRD pour la transition sont bien indicatives et permettent de comprendre la finalité de ses actions pour lesquelles les populations guinéennes doivent être réceptives et proactives pour qu'il y ait une transition apaisée et inclusive.

N'est-il pas appréciable aujourd'hui d'observer l'impact des décisions prises, en moins de 5 mois d'exercice, par le CNRD sur le terrain et d'en juger de leur justesse ? Outre le choix d'un Premier ministre –chef de gouvernement civil assorti par la mise en place d'un gouvernement aussi civil et inclusif respectant les différentes sensibilités sociopolitiques, le CNRD a rouvert les frontières, libéré les détenus politiques et a laissé libres les membres du gouvernement déchu. Le Chef de l'Etat a aussi visité les notabilités des 4 régions naturelles du pays et s'est recueilli sur les tombes des anciens Présidents Ahmed Sékou Touré et Lansana Conté tout en visitant l'ancien geôle du Camp Boiro et le cimetière de Bambeto où nombreux partisans au régime du Pr. Alpha Condé y sont enterrés.

Dans le même cadre, il aussi effectué une visite de courtoisie dans la famille de l'épouse du Premier Président de la Guinée indépendant, la Camarade Hadja Andrée Touré. Ces actes sont des symboles, ils participent à la détente du climat sociopolitique et favorise une meilleure compréhension des intentions du nouveau dirigeant de la Guinée et de son équipe. Déjà, par des décrets, le Colonel Mamadi a restitué les Cases de Belle vue à la famille du Président Ahmed Sékou Touré, propriétaire des lieux et a baptisé l'aéroport international de Conakry-Gbessia du prestigieux nom du père de l'indépendance nationale.

A ceci, toujours dans son objectif de réconcilier les Guinéens, le Chef de l'Etat a permis le retour des anciens Présidents de la Transition du Comité Militaire de Démocratie et le Développement (CNDD) Capitaine Moussa Dadis Camara et son frère de combat Général Sékouba konaté qui se sont finalement réconciliés sous ses auspices.

Pour apaiser le climat social et politique, le CNRD a organisé des séries de rencontres de concertation avec les acteurs de la vie sociopolitique et syndicale au lendemain de sa prise de pouvoir et le CNRD avait communiqué au peuple de Guinée les tenants et les aboutissements de la transition. Ce qui demeure des actes forts qui s'ajoutent à la libération du Pr. Alpha Condé qui peut désormais aller se soigner à l'extérieur de la Guinée dans un pays de son choix.

De nos jours, le CNRD et le gouvernement se battent pour répondre aux nombreuses attentes sociopolitiques et économiques des populations guinéennes qui s'incrustent dans une situation sanitaire et financière internationale improbable et difficile.

Il reste clair pour bien de Guinéens que le développement de la Guinée ne peut être effectif que si tous les Guinéens se donnent la main pour bâtir la nation guinéenne dans la paix et la démocratie.

Lansana Sarr

Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

www.journalhoroya.net

ASSISES NATIONALES

45 recommandations comme bouées de sauvetage



En prenant les rênes de notre pays, le CNRD avait promis de remettre le compteur à zéro en faveur de la refondation de l'Etat. Outre, privilégier le dialogue, de concertations ou toutes autres formes de retrouvailles pouvant conduire à l'acceptation et à l'unisson en vue d'un retour sans faille à l'ordre constitutionnel.

En mars-avril, le CNRD et son gouvernement, organisaient des Assises nationales pour réconcilier les Guinéens. Dans cet élan, le Comité national des Assises (CNA) a réellement œuvré et réussi à écouter 86 249 personnes et recueillis 4 796 témoignages pour aboutir à un rapport de 250 pages soient 45 recommandations. Un rapport qui a été officiellement remis le 24 août dernier, au Président de la Transition, Chef de l'Etat, Colonel Mamadi Doumbaya en présence de hautes personnalités du pays et d'ailleurs au palais Mohamed V où les artistes ont clamé haut et fort, le pardon et l'unité nationale.

Des observateurs estiment que les Assises nationales ont permis aux acteurs de la vie sociale de parvenir aux identités de vue, au chemin à suivre et des actions communes à entreprendre. Et comme disait Colonel Doumbouya à l'ouverture de ces Assises nationales *« mon combat, c'est d'offrir une nation rassemblée »*. Autant dire que la mission confiée aux membres du CNA a été accomplie. Il reste maintenant à appliquer ces recommandations qui doivent servir de boussole durant et après la Transition.

Dans un palais de Mohamed V où hommes politiques, culturels, artistes, leaders religieux… se sont retrouvés, Mgr Vincent Koulibaly co-président du CNA est revenu sagement sur la démarche menée avant d'aboutir aux conclusions de leurs travaux. Et d'ajouter : *'' Du 10 au 29 avril dernier et dans les 33 préfectures, les 6 communes de Conakry, dans les Ambassades et Consulats de notre pays, nous avons écouté 86.249 personnes et recueillis 4.796 témoignages. Ce qui nous a conduits à faire 45 recommandations dont les plus urgentes sont entre autres ''assurer une prise en charge médicale immédiate des malades victimes des violences et des violations des droits de l'homme et d'en apporter une aide psychologique et matérielle, régulariser les personnes mises à la retraite par erreur, rembourser l'avance payée par les femmes et jeunes dans les programmes MUFFA et MCD. Aussi, mettre en place, un fonds d'indemnisation des victimes, restituer aux ayants droits leurs biens spoliés et procéder aux réparations mêmes symboliques. Transformer la partie carcérale du camp de Camayenne en un lieu de mémoire par la construction d'un monument de souvenir, institutionnaliser les journées nationales de souvenir à la mémoire des victimes de violences, violations des droits de l'homme. Eriger des musées, des monuments, des stèles dans tous les lieux de mémoire et attribuer aux édifices et voies publiques des noms puisés dans le riche répertoire de notre patrimoine historique''.*

En recevant ce Rapport devant les Guinéens et de personnalités étrangères, témoins de l'histoire, Colonel Mamadi Doumbouya, a promis et rassuré d'œuvrer à l'application de différentes recommandations issues des Assises nationales. Pour le Président de la Transition, l'heure est au rassemblement et à l'unité pour que nos efforts ne soient pas vains. De poursuivre, il a rappelé les réformes structurelles déjà engagées, continueront à les réaliser dans tous les domaines tout en estimant que personne ne viendra faire ce travail à notre place. *''Nous allons assumer nos responsabilités car, la détermination du gouvernement de Transition est sans faille'' avait* insisté Colonel Doumbouya.

Dinah Salifou Soumah

CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION (CNT)

Le tournant d'une nouvelle ère

Le Conseil national de la Transition (CNT), en fonction depuis le 5 février 2021 entend valablement jouer sa partition dans ce tournant, amorcé il y a un an. Cet organe législatif de la transition est composé de 81 conseillers nationaux issus de différents corps de la société guinéenne.





Le CNT chargé notamment d'élaborer et soumettre pour adoption, par referendum le projet de Constitution est conscient des enjeux et des défis qui l'interpellent, sous le magister de Dansa Kourouma. Loin d'être une coquille vide ce CNT-là a entre autres missions : d'élaborer, examiner et adopter les textes législatifs ; de suivre la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition ; de contribuer à la défense et à la promotion des droits de l'Homme et des libertés publiques ; de contribuer à la réconciliation nationale. A y voir de près, il n'y a point de temps à perdre. Déjà, le président, le Dr Dansa Kourouma, le CNT s'est très rapidement acclimaté à son rôle parlementaire dans un esprit de recevabilité vis-à-vis des mandants, depuis son installation et a pu obtenir un bilan « élogieux ».

Ce bilan appréhende autant les cinq (5) missions du CNT inscrites dans la Charte de la Transition que d'autres dimensions relevant d'un Parlement classique. Quelques activités réalisées s'articulant autour de ces cinq (5) missions sont déclinées ci-dessous :

De l'élaboration et l'adoption de la nouvelle Constitution

En prélude à l'élaboration de la nouvelle Constitution, le CNT a initié un certain nombre d'actions que sont : Les missions de consultation des populations par les Conseillers nationaux ; Différents échanges avec les forces vives de la Nation (organisations socio-professionnelles, partis politiques, les organisations syndicales, les élus locaux, etc.) ; Organisation d'une série de conférences dans les universités publiques et privées de la capitale et de l'intérieur du pays.

De l'élaboration et l'adoption des textes de Lois

Depuis son installation, il (CNT) a statué sur un certain nombre de textes de Lois dont entre autres : Le règlement intérieur du CNT ; La résolution sur le chronogramme de la transition ; L'autorisation de ratification de l'accord cadre de financement de 159000000€ pour la construction de la route Labé-Mali ; Le document de programmation budgétaire pluriannuelle 2023-2025 et le débat d'orientation budgétaire ; La résolution sur la valorisation du textile guinéen. Cette initiative vise à booster les activités économiques des artisans guinéens ; L'autorisation de ratification d'un accord de prêt relatif à l'acquisition de vaccins Covid 19 signé entre la République de Guinée et la Banque islamique de développement le 4 septembre 2021. L'enveloppe est de 5 millions de dollar US destinée à l'achat 1 600 000 doses de vaccins, des moyens mobiliers et d'autres produits de santé ; L'approbation de l'ordonnance relative à la Loi de Finances Initiale 2022 : ce budget s'équilibre en recette à 26 063 785 763 611 GNF et en dépenses à 30 607 656 125 068 GNF pour un déficit de 4 543 870 361 457 GNF. L'autorisation de ratification d'un accord de prêt sur les opérations d'importation de biens en provenance des pays arabes. Cet accord qui s'élève à 55 000 000 de dollars US a pour objectif de booster l'économie guinéenne en passant d'une agriculture de subsistance à une agriculture de performance.

Du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition

Dans le cadre de ses prérogatives, le CNT a entamé une série de séances de travail avec les départements ministériels. Le top départ de cette initiative s'est matérialisé par l'organisation d'une plénière sur le « diagnostic du système éducatif guinéen ». Préoccupé par les résultats catastrophiques des derniers examens nationaux, le Conseil National de la Transition a organisé un débat constructif sur le système éducatif. Cette initiative première du genre, vise à poser un véritable diagnostic et apporter des solutions rapides pour une meilleure qualification du système éducatif en Guinée.

-De la contribution, la défense des Droits de l'Homme et des libertés publiques

De nombreuses activités et structures ont été implémentées dans le but de renforcer et de promouvoir les Droits humains en Guinée, au nombre desquelles : La mise en place du Caucus des femmes du CNT ; La réception officielle du rapport d'enquête sur les besoins primaires des personnes handicapées en Guinée. L'objectif consiste à plaider auprès de l'organe législatif de la transition, pour la prise en compte des préoccupations des personnes handicapées dans les prochaines législations ; L'audience avec les acteurs des Droits de l'Homme et organisations féminines dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel des droits de l'Homme et le plaidoyer en faveur des femmes et des enfants.

De la contribution à la réconciliation nationale

Le CNT a organisé un Forum inter-religieux avec l'appui du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD). Objectif, consolider la quiétude sociale à travers la coexistence pacifique entre les religions et surtout l'implication active des leaders religieux pour une Transition inclusive et réussie en Guinée. Ils ont été plus de 200 participants venus des quatre régions naturelles du pays ainsi que du Sénégal, du Mali et du royaume du Maroc à prendre part aux travaux qui se sont déroulés durant deux jours au palais du peuple. Par ailleurs, de nombreuses rencontres d'échanges ont été organisées avec des jeunes leaders de Conakry pour cultiver l'esprit de paix, de cohésion sociale et coexistence pacifique entre les Guinéens.

D'autres activités à l'actif du CNT

Le CNT, au-delà des missions qui lui sont assignées par la Charte de la Transition, s'est aussi penché sur d'autres activités non les moindres. A titre illustratif, le ballet diplomatique avec des représentations diplomatiques et consulaires majeures en Guinée ; La relance de la diplomatie parlementaire avec à la clé la visite de Monsieur Bruno FUCHS, Vice-président et Secrétaire général par intérim de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie au CNT ; La participation du CNT à un atelier organisé au Nigéria sur les dépenses fiscales en Afrique de l'Ouest ; La participation du CNT à Cotonou, à l'Assemblée générale biennale du réseau des parlementaires africains contre la corruption ; La participation du CNT à la 28ème Assemblée parlementaire de la Francophonie pour la région Afrique à Rabat au Maroc ; La participation du CNT aux Assemblées parlementaires de la 60ème session de l'Organisation des Etats Afrique, Caraïbe, Pacifique et à la 41ème session (Afrique Caraïbe Pacifique-Union Européenne) ; Le renforcement des capacités des Conseillers nationaux ; Les reformes au sein de l'administration parlementaire.

Au nombre des actions en cours, il y a entre autres : La bancarisation des salaires de tous les travailleurs parlementaires ; Le contrôle des effectifs et l'évaluation des compétences à travers la mise en place d'une commission indépendante de vérification physique des travailleurs et des diplômes ; L'amélioration du niveau de vie des travailleurs à travers l'élaboration de la nouvelle grille salariale et du plan de redéploiement des travailleurs dans les différents services ; La mise à disposition d'une ambulance médicalisée et l'audit fonctionnel de l'infirmerie ; L'extraction du fichier du personnel, les abandons et décès et la mise en place de commissions spéciales dont une de passation et l'autre de contrôle des marchés publics.

Youssouf Hawa Kéïta



BILLET

Refondation de l'Etat, un défi à relever

En amorçant ce dimanche, 5 septembre 2021 les premières heures de la prise effective du pouvoir par les forces armées guinéennes sous la conduite du Colonel Mamadi Doumbouya, l'une des expressions phares voire marquantes ayant retenu l'attention était bien '' la refondation de l'Etat guinéen''. Une expression, mais surtout un mot qui renfermait la totalité des maux dont souffrait la quasi-totalité des millions de Guinéens.

Une Guinée pourtant dotée de par la nature, d'immenses richesses du sol et du sous-sol. Disons un pays riche mais dont les habitants sont malheureusement pauvres et plus pauvres. Une pauvreté créée et entretenue par la corruption généralisée, le népotisme, le clientélisme et la paresse savamment créés et entretenus par un laisser-aller sans précèdent dans l'histoire de notre pays.

Pire, de la base au sommet, il n'y avait plus de confiance entre les éléments d'une même corporation. Ce dysfonctionnement était remarquable partout et dans tous les services de l'administration publique. De Conakry jusque dans les collectivités et, ce, au vu et au su de toutes et de tous. Comme pour dire qu'en matière de gouvernance, nos dirigeants pilotaient à vue.

Dans un pays où un individu (commis de l'Etat) pouvait s'arroger ou détourner des dizaines voire des centaines de milliards de nos francs, bloquer tout un système dans un projet de développement socio-économique.

Un entrepreneur avec un marché de l'Etat, était obligé de distribuer des pots de vin avant d'accéder à l'avance de démarrage de son marché.

Quoi de plus normal dans un tel pays de refonder l'Etat dans le but de redonner espoir aux millions d'âmes, d'hommes, de femmes et d'enfants dépourvus d'argent ou de relations parentales capables ;

Quoi de plus normal que de donner du travail à ces millions de jeunes fraichement sortis des écoles professionnelles et des universités ;

Quoi de plus normal que de donner de la chance à ceux qui méritent pour un avenir meilleur de la Guinée de demain.

Sékou Bantoun FOFANA

AGENDA DE LA TRANSITION

Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Il était très attendu, voulu et souhaité, … l'agenda de la transition est désormais disponible depuis des lustres. Et c'est bien le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Mory Condé qui avait égrené les dix étapes devant mener à la restitution du pouvoir à des civils élus, sans tout de même donner de calendrier ni d'échéance. Plus le temps passe, plus on se rend à l'évidence que, selon toute vraisemblance, le jeu en vaut la chandelle.



Les activités liées à l'exécution de l'agenda de la transition doivent désormais s'enchaîner, afin de favoriser le retour à l'ordre constitutionnel. C'est ainsi qu'il a été rendu public une feuille de route. Il s'agit : de « *recensement général de la population* », du *recensement administratif à vocation d'état-civil* », de « *l'établissement du fichier électoral* », «*l'élaboration de la nouvelle Constitution*», «*l'organisation du scrutin référendaire*», «*l'élaboration des textes de lois organiques*», avant «*l'organisation des élections locales*» puis législatives, la «*mise en place des institutions nationales issues de la nouvelle Constitution*» et enfin «*l'organisation de l'élection présidentielle*».

Cet agenda, bien que jugé non consensuel constitue de fait, un ouf de soulagement, d'autant plus qu'il donne une certaine visibilité à la transition. Si le CNRD refuse de se laisser dicter un délai par la Cédéao ou par quiconque, il reste néanmoins ouvert à toute concertations tendant à faciliter une transition réussie. La répétition est pédagogique, nous apprend-on ! Saisit donc de cette donnée, Mamadi Doumbouya, avait rendu publique la durée de la transition : 39 mois. En clôturant le « cadre de concertation inclusif », le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, Mory Condé, avait déclaré que l'«ensemble des acteurs » ayant accepté d'y participer avaient « proposé des durées allant de 18 à 52 mois » ; comme quoi, les 39 mois semblent requérir un certain consensus.

Quoi qu'il en soit, Mamadi Doumbouya avait présenté cette durée comme une « proposition médiane » et « consensuelle », fruit de « larges et patientes consultations ». Du côté des Nations-Unies, on encourage la poursuite du dialogue politique entre parties prenantes du pays afin d'instaurer « le retour à l'ordre constitutionnel dans les délais les plus brefs ».

Mamadi Doumbouya ne fait pas mystère de sa volonté. D'ailleurs, en uniforme d'apparat beige, portant béret rouge et lunettes noires, a juré, devant la Cour suprême et un parterre de personnalités guinéennes et de diplomates étrangers ainsi que sa mère et son épouse, « de préserver en toute loyauté la souveraineté nationale », de « consolider les acquis démocratiques, de garantir l'indépendance de la patrie et l'intégrité du territoire national ».

Aux yeux du CNRD, choisir la démocratie et l'État de droit, c'est accepter de se regarder comme des égaux et des sujets libres, c'est consentir à des relations de réciprocité et non de subordination. Après tout, cette Guinée-là a sa propre histoire. Elle est imputrescible, pour Mamadi Doumbouya pour qui, « Les solutions à nos problèmes, on ne peut compter sur personne. Les problèmes sont guinéens, et les solutions le seront aussi. Depuis le début de notre histoire, nous avons assumé nos responsabilités et nous n'allons compter sur personne pour faire le travail à notre place. On le fera. La détermination du gouvernement de transition est sans faille. »

Thierno Peredio

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

De profondes réformes pour mieux qualifier le système

Le département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a singulièrement boosté le secteur de l'éducation en apportant des améliorations et solutions adéquates, afin de mieux qualifier le système. Cette qualification va de l'extension des temples du savoir, au renforcement des capacités des encadreurs et chercheurs.

Pendant plusieurs années, les universités publiques ont été reformées à tous les niveaux. Même si les promesses faites aux étudiants sont souvent restées lettre morte, comme celui de l'amélioration des bourses d'études, communément appelé pécule qui n'a jamais été effective. Le diagnostic en fait foi.

L'orientation dans les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) privées dont 81% des étudiants sont dans les IES publiques ; l'inadéquation entre la formation et l'emploi ; l'insuffisance dans les textes règlementaires et faiblesse dans la promotion du genre ; insuffisance d'enseignement de rang magistral ; absence numérique de travail dans les IES, IRS et CDI ; faible niveau de production scientifique en quantité et en qualité ; infrastructures et équipement insuffisant et vétustes ; volet coopération nationale et internationale très peu exploité.

En une année depuis plus d'une décennie, les reformes ont touché presque tous les secteurs de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation sous la houlette de Dr Diaka Sidibé. De



la suspension de la formation payante dans les différentes Institutions d'Enseignement Supérieur, c'est-à-dire la gratuité de la formation des étudiants dans les universités publiques de Guinée. En passant par la revalorisation historique des bourses d'entretien des étudiants. En une année de transition, cette bourse communément appelé pécule, est une bourse d'excellence qui a été introduite pour faciliter et favoriser à travers le mérite, les conditions stratégique, afin d'offrir aux jeunes guinéens d'étudier et de se former dans de meilleurs conditions. Il a aussi pris un nouvel élan, car de 95 mille franc guinéen pour les étudiants de la 1ère année, c'est parti à 100 mille franc. Pour ceux de la deuxième année, ils toucheront dorénavant 200 mille franc à la place de 100 mille franc. De 105 mille pour un étudiant de la 3ème, c'est parti à 300 mille franc.

On note par ailleurs la création d'une direction générale de l'innovation et lancement des projets d'innovation au MESRSI. Statut de l'étudiant, entrepreneur, projet alternance-emploi, espaces numériques de travail (ENT) ; la mise ne place d'un outil de Gestion-Emploi-Compétence et développement d'une plateforme de gestion des enseignants chercheurs et chercheurs (PLAGECC) ; des journées de concertations sont désormais organisées (JDC2022) sur la cartographie des filières et programme de formation ; campus tour 2022, diagnostic de plusieurs IES, IRS et CDI (état des lieux). CAMES (Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur) : organisation de la 33ème session extraordinaire du comité consultatif général (CCG) et organisation de la 44ème session du Conseil Consultatif interafricains (CCI). De 20 candidatures il y a deux ans, 50 enseignants guinéens se sont inscrits cette année aux différentes listes d'aptitudes ; en termes de transport, une flotte de 25 bus universitaires a été mise à la disposition des étudiants par le président de la Transition. (Initiative présidentielle.

La formation des formateurs, en moins d'une année, 459 enseignants financés en master et en doctorat lors du premier appel à candidature. Le deuxième appel est en cours ; la réforme des programmes de formation pour une meilleure employabilité des diplômés ; atelier de lancement, recrutement des consultants ; Espaces Numériques de Travail (ENT) : des équipements digne de nom ont été installés dans les institutions d'enseignement supérieur. La Promotion du Sport (la 6ème édition des jeux universitaires) et la promotion du genre (formation des antennes genres et remise de prix d'excellence), les travaux de réhabilitation de construction et d'extension des IES, IRS et CDI, rien n'aura été occulté. Désormais, les l'Université Général Lansana Conté de Sonfonio, Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, ISAV de Faranah, ISSEG-Lambanyi son en phase d'être élargis, tout comme l'université de Labé et celle de Kankan.

Nantènin Traoré

ENSEIGNEMENT PRÉ-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION

Une amélioration à prix coûtant

Le diagnostic de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation a relevé une situation marquée par une forte dégradation du système. Il s'agit : du gap à combler de 19 624 enseignants ; du manque criard d'infrastructures et équipements scolaires adéquats. Sur le terrain, 1080 écoles hangars manquent de point d'eau et de toilettes. Le faible niveau des enseignants et de capacités managériales des encadreurs.

Le ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, à sa tête M. Guillaume Hawing, a créé le portail institutionnel du MEPU-A. Il est fonctionnel et on y trouve même les résultats des examens nationaux 2022. Dorénavant, toutes les données statistiques des élèves sont collectées avec des tablettes smartphones. Ce n'est pas tout, car, l'apprentissage en ligne est aussi une belle avancée. Cette phase d'expérimentation est en cours. La Convention MEPUA-ANAFIC est aussi en cours de finalisation pour la Réalisation des plans types écoles.

Au niveau des programmes d'études, le programme de la filière franco arabe a été entièrement révisé ; les programmes de géographie et éducation civique ont aussi été revu. Les programmes pour les classes de 3ème année à la 6ème année sont en cours d'expérimentation pour l'introduction de l'anglais dès le primaire. Les règlements généraux des Examens scolaires et les normes du secondaire ont aussi été révisés et adapté.

Toujours en termes de réalisation au MEPU-A, 6000 enseignants du primaire ont reçu des formations en Français et en Mathématiques ; des examens nationaux crédibles et sécurisés sans fuite de sujet. Et oui cela a été possible grâce au dispositif innovant qui a été mise en place. La délivrance des diplômes à temps.

Pour la période de 2022-2030, un document stratégique pour l'alphabétisation de 2 millions d'analphabète est déjà planifié. La première édition de la semaine nationale de Mérite scolaire



(SENAMSCO), qui s'est tenu à Conakry, un autre acquis de MEPU-A. elle a permis aux lauréats de participer au programme de leadership de l'UNESCO pour la paix aux USA.

La mise en place de la commission de redéploiement des enseignants et cadres sans charges pédagogiques et administratives ; le conseil de discipline pour la moralisation de l'administration scolaire a été mise en place. Le Projet pour des résultats au Préscolaire et à l'Enseignement Fondamental (PrépEF) est structuré et opérationnel.

Nantenin Traoré

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Les 12 mois d'Alpha Bacar !

Parmi les heureux élus de la transition se trouve l'ancien journaliste Alpha Bacar Barry qui a eu le privilège d'occuper le poste du ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Aujourd'hui, on est à l'heure du bilan des 12 mois d'exercice.



Aujourd'hui, l'heure est au bilan. Bilan de douze mois importants pour l'histoire de notre pays, douze mois pendant lesquels des actes ont été posés. Douze mois pendant lesquels plusieurs choses ont réussi et certains non. Un moment de souligner, de rassembler, et d'aborder avec sérénité les prochains mois et conclure une transition positive et bénéfique pour le pays.

Dans ce bilan au compte des 12 mois passé à la tête du département de l'Enseignement professionnel, le ministre Alpha Bacar a tout d'abord souligné les maux dont souffrait ce secteur avant qu'il n'y apporte des solutions. Il y avait le financement insuffisant et peu diversifié du département ; la faible adéquation quantitative et qualitative entre la formation et les besoins socio-économiques du pays ; difficile insertion des diplômes ; faible capacité pour la mise en œuvre d'une gouvernance partenariale. C'est pourquoi le ministre dira que son département est un département qui était perçu comme un département de seconde zone, un sous-secteur, dans lequel il faut orienter quand le circuit classique n'est pas bon ou quand ça n'a pas réussi.

Sur le plan infrastructures, il a signalé la vétusté des constructions, qui selon lui n'est pas digne d'une République. Certaines écoles avaient un visage qui n'était pas assez reluisant, ça ne permettait pas à certains de notre compatriote, surtout les plus jeunes qui acceptent d'aller dans ces écoles et étudier dans une sérénité et une salubrité qui leur permet pas d'apprendre. Il n'y avait pas assez d'équipement dans ces écoles surtout les CFP classique. La partie pratique n'était pas assez développé, le digital était méconnu, l'administration de l'enseignement technique et de la formation professionnelle était une administration assez vieillissante, fatigué, et surtout qui n'avait pas un environnement de travail qui pouvait être aussi adéquat. Bref, le capital humain était en ralentissement, il y a la problématique fondamentale de la qualité de la formation, et puis finalement les problèmes de gouvernance, d'éthique.

En termes de réalisation, il y a eu beaucoup d'acquis dans le secteur de l'ETFP, il s'agit de la stratégie de développement de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle qui est déjà élaboré et partagée ; des espaces collaboratifs des métiers appels ''ALLO MAITRE'' sont mise en place pour l'insertion des jeunes dans le milieu de l'emploi ; les non postés sont déployés dans les Etablissement d'Enseignement Technique et Formation Professionnelle ; une plateforme Parcours Pro est créé pour les inscriptions dans les écoles publiques privées en vue de maitriser les effectifs et suivre l'insertion des apprenants après graduation ; l'allocation budgétaire de l'ETFP dans le budget de l'éducation est en train d'être améliorée ; les besoins en compétence des secteurs prioritaires sont identifiés ; un dispositif de veille sur les métiers, d'anticipation et d'identification des besoins du marché du travail est en cours d'opérationnalisation ; un mécanisme de suivi de l'insertion est en cours d'opérationnalisation ; un dispositif institutionnel de formation du personnel de formation et d'ingénierie de formation est mis en place ; les TIC et l'économie verte sont prises en compte dans l'élaboration des programmes ; l'accès aux dispositifs de l'ETFP est accru en lien avec les besoins (quantitatifs et qualitatifs de l'économie avec une priorité accordée aux filières porteuses ; des cadres formalisés de concertation entre les acteurs de la formation professionnelle publics partenaires sociaux économiques, les collectivités sont en cours d'opérationnalisation.

Il faut retenir que le centre de formation de Beyla qui était en rénovation va ouvrir cette année, celui de Lambanyi est rénové à 90%. Le CFP de Donka aujourd'hui est effectué à 70%. Les anciens fonctionnaires du département sont valorisé à travers un comité de suivi des reformes institutionnel qui a été mis en place. Ce comité est composé de fonctionnaire à la retraite qui sont là pour donner des conseils et qui ont un regard externe sur les actions internes du département et qui donne des conseils tout en travaillant sur des dossiers spécifiques. Pour une recette, c'en est vraiment une. Et c'est tant mieux !

Nantènin Traoré

ESMT

École Supérieure Multinationale des Télécommunications

BÉNIN BURKINA FASO GUINÉE MALI MAURITANIE NIGER SÉNÉGAL

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN CHARGE DE L'EVALUATION DES DIRIGEANTS DE L'ESMT

Il est porté à la connaissance des cabinets de consultance spécialisés que l'Ecole Supérieure Multinationale des Télécommunications (ESMT), lance un appel à manifestation d'intérêt portant sur l'évaluation de ses dirigeants.

Les cabinets intéressés peuvent disposer des Termes de Références (TDRs) en envoyant par mail une présentation du cabinet à l'adresse sg@esmt.sn ou en appelant au +221 70 637 03 60.

La date limite pour disposer des Termes de références (à titre gratuit) est fixée au 05 septembre 2022 à 14H précises.

ECOLE SUPERIEURE MULTINATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS Le Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration

RÉCUPÉRATION DES PATRIMOINES DE L'ETAT

Le sens d'un geste risqué, mais historique !

Ce n'était pas gagné d'avance, mais, il fallait tout de même mettre le couteau dans la plaie pour rétablir l'Etat d'un côté et de l'autre, des particuliers, dans leurs droits. La démarche qui s'étend jusqu'à l'intérieur du pays est risquée, à cause des préjugés distillés. En revanche, elle est manifestement historique. Le CNRD en est conscient. Et il n'entend pas se faire distraire ou se désister au nom d'une prétendue polémique ou vive levée de boucliers entretenue et voulue.



« Ces opérations visent à récupérer l'ensemble des biens de l'Etat qui ont été spoliés et les ramener dans le patrimoine de l'Etat. Ce sont les gouverneurs qui sont les premiers répondant de l'Etat à l'intérieur du pays. Il est nécessaire d'échanger avec eux, harmoniser les approches sur la démarche méthodologique qui part de la sensibilisation à l'identification, au marquage ; mais aussi à l'invitation des personnes concernées à fournir les documents attestant leur propriété ».

Mory Condé, le ministre de la Décentralisation sait bien de quoi il parlait. Car, la récupération des biens de l'Etat est une démarche entamée par le CNRD et dont il n'est plus question de patiner. Cette sortie du ministre rentrait dans le cadre d'une enquête pour récupérer des biens immobiliers de l'État présumés spoliés. Cette enquête visait plusieurs anciens responsables, dont les anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré et l'ancien président de transition Sékouba Konaté (2009-2010), selon un document du parquet général de la Cour d'appel de Conakry. Elle visait aussi une quarantaine de personnes pour des "faits présumés de stellionat (le fait de vendre ou hypothéquer un bien dont on sait ne pas être propriétaire), complicité, faux et usage de faux" liés à des biens immobiliers bâtis et non bâtis. L'opération doit se poursuivre jusqu'au bout, a fait savoir le CNRD.

En attendant, les Cases de Belle-vue ont été restituées à la famille de feu Sékou Touré. Et c'est à travers un décret rendu public le vendredi 10 décembre 2021 que le gouvernement a annoncé la restitution des Cases de Bellevue à la famille de feu Ahmed Sekou Touré. C'est désormais l'épilogue d'une affaire qui dure depuis près de 40 ans.

C'était donc un ouf de soulagement pour la famille Touré, car, dans ce décret, il est dit que « demeure restitué aux héritiers de feu Ahmed Sékou Touré, le terrain bâti sis à la Bellevue communément appelée villas Bellevue. Et, fera l'objet d'une mainlevée qui sera signée et délivrée par le ministre Secrétaire général de la présidence de la République. La Direction générale de patrimoine bâti public et tout autre service sont invités à cesser toutes actions de gestion relative au terrain bâti sauf avis contraire des héritiers ».

On se rappelle qu'en janvier 2018 Mohamed Touré, fils du premier Président de la Guinée indépendante, déplorait : « C'est une affaire vieille depuis 84, on a été abusivement expropriés de quelque chose qui appartenait à la famille Touré et au feu président Ahmed Sékou Touré. C'est un dossier politique parce que si ce n'était pas politique, je ne sais pas où est le problème lorsque nous réclamons ce qui nous revient de droit. Donc voilà la situation. Jusqu'à présent les biens privés de feu Ahmed Sékou Touré ne sont pas restitués. Et de la même manière… Nous sommes dans une situation où il y a deux poids, deux mesures. Les biens d'autres personnes sont restitués et d'autres par contre n'ont pas les leurs. » Et d'ajouter : « Il y a eu des papiers, des lois et décrets depuis le temps du Président Lansana Conté, afin de restituer ce bien à la famille. Il y a même une loi qui a été votée… »

Comme pour dire que le geste de Mamadi Doumbouya est plein de sens tant si bien, il venait ainsi clore un dossier qui n'en finissait plus de provoquer des rebondissements. La réconciliation tant prônée passe aussi par-là.

Thierno Peredio

INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS

Yaya Sow apporte de l'eau dans son moulin !

Avant l'avènement du CNRD au pouvoir, les infrastructures guinéennes étaient dans un piteux état. Aujourd'hui, loin de se bomber le torse pour crier une alléchante victoire, les routes ou autres infrastructures socio-culturelles de base commencent à nettement se porter mieux. Avec à la baguette, le ministre Yaya Sow qui apporte de l'eau dans son moulin.



Il faut reconnaitre d'entrée que les infrastructures et travaux publics ont reçu un spontané coup de pouce grâce à la réactivité du chef de l'Etat, le Président de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya. Qu'elles soient routières, sanitaires, scolaires ou autres, des efforts considérables sont mobilisés pour offrir aux populations guinéennes, tout le confort qu'elles méritent. De nouveaux bâtiments sortent de terre, des vieilles bâtisses en pleine mutation, l'extension de certains chantiers ou encore les équipements d'autres infrastructures sont observables çà et là aussi bien à l'intérieur du pays qu'à Conakry.

S'agissant du bitumage, on évoque 300 kilomètres de routes nationales, et le lancement en cours des projets de voirie dans dix (10) villes jamais bitumées à l'intérieur du pays. A cela s'ajoute la poursuite des travaux de construction des ponts de Mandiana sur le Sankanari, du pont de la Soumba à Dubréka et celui du fleuve Milo à Kérouané ; ou encore des échangeurs du Kilomètre 36, Kabgèlen et Bambéto.

Toujours sur le plan des infrastructures routières, nombreuses concentrations ont permis aux agents du ministère des Infrastructures et des Transports conduit par Yaya Sow, d'entretenir 1525 km de routes en terre, 816 km de routes revêtues, 159 km de voiries urbaines et 185 km de travaux d'entretiens mécanisés et de reconstruction des ouvrages sur les routes préfectorales.

D'autres progrès ont été encore réalisés pour toujours faciliter la fluidité de la mobilité des citoyens guinéens. On peut citer : la réhabilitation de 69 km de voiries et la construction de cinq (5) ponts urbains ainsi que leurs routes d'accès, uniquement dans la capitale Conakry. Sans oublier, l'installation des feux de signalisation dans certains axes des communes de la ville de Conakry.

Dans le secteur des transports, l'acquisition de quatre (4) nouveaux portiques, la construction de la pénétrante routière au port et des parkings, l'acquisition et l'installation des équipements du système de détresse sont autant d'acquis qui ont permis de renforcer le système sécuritaire en mer et d'améliorer la qualité des services maritimes au port autonome de Conakry.

Quant au renforcement du système de la navigation aérienne, l'administration aéroportuaire a développé des infrastructures pour la mise en conformité de la piste de l'aéroport international Ahmed Sékou Touré, la rénovation de l'aérogare voisinage et négocie présentement la réhabilitation de cinq (5) aérodromes régionaux.

Mame Diallo

ECONOMIE

Nettoyer les écuries d'Augias pour tenir debout !

A la prise du pouvoir le 5 septembre 2021, le Cnrd était confronté à la précarité des ressources publiques. Le peu de ressources dont disposait le pays a été spoliées et dilapidées lors de l'organisation de l'élection présidentielle pour le troisième mandat de l'ancien président Alpha Condé sans concours extérieur. D'autres petits malins ont profité pour s'en faire pleines les poches avec de mettre la clé sous le paillasson, si ce n'est pour narguer l'opinion.



En complicité avec les directeurs administratifs et financiers des différentes régies financières, les responsables à la tête desdites régies se sont servis des ressources disponibles au lieu de servir ces ressources au peuple. L'impunité et le laxisme aidant, ils ont agenouillé le pays à leur profit dont certains avaient une opulence insolente aux yeux des Guinéens.

Et pour inverser la tendance et justifier son coup de force du 5 septembre, le Cnrd a démis la plupart des DAF à leurs postes et changer les responsables. Histoire de connaître les dépenses publiques effectuées et à quelle fin. Les plus cyniques n'ont pas attendus longtemps avant de prendre la poudre d'escampette pour échapper aux griefs de la junte.

Ainsi, la relance de l'économie guinéenne s'est confrontée à la fois des réticences et à des facteurs endogènes et exogènes. La moralisation de la gestion publique a permis en l'espace de peu de mois de valoriser la monnaie locale face aux devises étrangères. La corruption et le détournement des deniers publics, -autrefois sport favori des dirigeants- a beaucoup diminué permettant ainsi à l'Etat de financer certaines infrastructures en arrêt depuis des mois faute de moyens conséquents. Le Cnrd a imposé une gestion rigoureuse des finances publiques en vue de la consolidation des équilibres macroéconomiques. Puisqu'à son arrivée, le pays avait une inflation de plus de 13%, un déficit budgétaire de plus de 3%, un endettement du Trésor auprès de la BCRG de plus de 2000 milliards de francs guinéens et la dépréciation de la monnaie locale face aux dévises étrangères. C'est conscient de tous ces facteurs que le Cnrd a procédé à la mobilisation de l'épargne intérieure par l'émission des premières Obligations du Trésor à hauteur de 731,5 milliards, à la réduction de l'endettement du Trésor auprès de la BCRG et à l'appréciation notable du franc guinéen. A ces initiatives, il faut également ajouter la sécurisation et l'amélioration du niveau des recettes de la Direction Générale des Impôts, la rationalisation de la gestion des dépenses communes et la maîtrise des exonérations, l'amélioration de la mobilisation des ressources minières, la mise en place d'un fonds de garantie aux entreprises avec une allocation budgétaire de 50 milliards GNF, etc.

Aujourd'hui, malgré la précarité, la Guinée est en train d'opérer des réformes sans précédant dans la moralisation de la gestion publique afin de permettre aux générations futures de bénéficier des retombées économiques issues de la gestion intérieure rigoureuse mais des sociétés minières dont bien de Guinéens se demandaient où ces fonds étaient destinés à quoi. Ces réformes de relance économique visent aussi à améliorer le niveau de vie et de travail de l'ensemble des Guinéens pour un devenir harmonieux.

En attendant d'atteindre les principaux objectifs, leur poursuite est nécessaire pour renflouer les caisses de l'Etat et devenir moins dépendant de l'aide extérieure. En léguant cela à la population, le Cnrd aura marqué à jamais l'histoire de ce pays souvent marquée par de gros scandales de détournements de deniers publics.

Amadou Kendessa DIALLO

AGRICULTURE ET ELEVAGE

L'autosuffisance alimentaire, un parcours du combattant

En prenant les rênes du pouvoir le 5 septembre 2021, le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) et son président colonel Mamadi Doumbouya ont, de sitôt misé sur la relance du secteur Guinéen de l'Agriculture et de l'élevage.

Un secteur qui, partout ailleurs reste et demeure à la fois névralgique et porteur de croissance : plus de 6 millions d'hectares de terres cultivables dont la fertilité reste inégalée toutes les saisons.

Comme pour dire que les nouvelles autorités du pays ont très vite compris en plaçant sans ambages l'agriculture et l'élevage au centre des préoccupations de la Nation tout entière.

C'est justement dans cette optique, que pour parer aux importations fantaisistes de cette denrée dans notre pays pour plus de 500 milliards de nos francs chaque année, le colonel Mamadi Doumbouya a, lors du conseil des ministres du 10 mars dernier instruit au gouvernement la réalisation de plus de 1500 ha de riz à raison de 50 ha par ministre, ce, pour le compte de la campagne agricole de 2022 en cours.

Plus de 300 tracteurs, près de 15000 tonnes d'engrais sont mobilisés tant pour les paysans



que par les gouvernants et autres opérateurs impliquées dans le but de conférer à cette initiative présidentielle une dimension hors du commun.

Au niveau du ministère de l'agriculture et de l'élevage, beaucoup de reformes sont en cours. C'est ainsi qu'un fonds appelé fonds de développement agricole (FODA) est né. Ce fonds anciennement virtuel de 150millions de Francs Guinéens s'élève actuellement à plus de 2 milliards de nos francs. Sur initiative du président de la République, ce fonds est destiné à assister sur prêt les petits exploitants, des associations ou groupements crédibles et sérieux nous a confié un haut cadre du ministère de tutelle.

Le ministre Mamoudou Nagnalén Barry a rallié plus tôt le pays profond pour s'enquérir des réalités agrosylvopastorales.

En termes de perspectives, le département envisage la réhabilitation des fermes d'élevage de bœufs fermées depuis plus de 20 ans notamment à Famoila dans Beyla et Ditinn dans Dabola.

Les anciens domaines cultivables des fermes agropastorales d'arrondissement (FAPA), des Brigades mécanisées de production (BMP) et des Brigades attelées de production (BAP) sont déjà recensés et listés. Ils seront cédés à tout ceux qui désirent y travailler a précisé le ministre lors d'un entretien avec la presse.

Au ministère de l'Agriculture, rien ne sera laissé au hasard. Qu'il s'agisse de la relance du projet coton ou les projets faramineux du Génie-rural (pour le compte des pistes) le tout sera passé au peigne fin, car, le secteur est de par excellence un pourvoyeur d'emploi pour la jeunesse, fer de lance pour le développement d'un pays.

Est-il besoin de rappeler, que dans le but d'apporter leur pierre pour une parfaite réussite de l'initiative présidentielle, de grands opérateurs et hommes d'affaires économiques et autres Hommes d'affaires tels que le PDG du groupe KPC se sont fortement mobilisés et promettent de mettre en valeur une centaine d'Hectares de bas-fonds ou de plaines rizicoles à travers le pays.

Sékou Bantoun Fofana

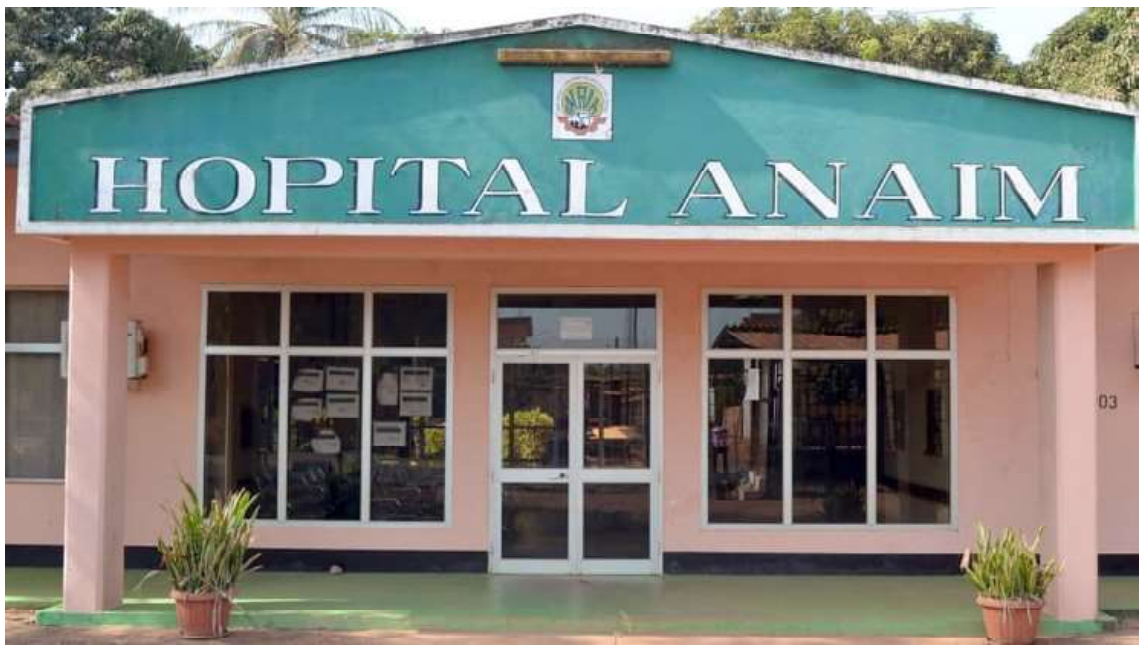


LES ACQUIS

1- Le renforcement du statut de l'ANAIM.

Le renforcement des prérogatives de l'ANAIM sur l'ensemble des infrastructures dédiées (routes, chemin de fer et ports) à l'évacuation des substances minérales en République de Guinée.

2- Le renforcement des capacités du personnel



La remise à niveau des médecins et du personnel administratif pour les adapter aux nouvelles technologies en vue d'améliorer la performance médicale.

3- L'opérationnalisation des cellules ANAIM Konta et Boffa.

Renforcer la présence de l'ANAIM dans toutes



les zones minières en vue de veiller à la bonne application des accords et de préserver les intérêts de l'Etat.

4- La dotation de l'hôpital ANAIM de KAMSAR en véhicules sanitaires et services.

Améliorer la qualité des services offerts par l'Hôpital ANAIM de Kamsar et les conditions de travail de son personnel médical

5- L'aménagement du site devant servir à la construction de la cité Kolaboui/Boké.

Préparer la plateforme du site et la construction d'une cité, dans le but d'améliorer les conditions de vie et travail des employés des sociétés minières en leur offrant des logements décents.

6- La mutualisation de la route minière à Boké entre les sociétés ANAIM/SMB/ASHAPURA/ projet minier...

Optimiser l'utilisation des routières minières et contribuer à la réduction d'exploitation des sociétés minières et au respect des normes environnementales.

7- La signature d'un protocole d'accord ANAIM/ Conseil Guinéen des Chargeurs/MMG

Permettre à la Guinée de disposer un bulletin de suivi des cargaisons (BSC) qui constitue un outil d'évaluation de la qualité et le suivi des quantités



de minerais exportées.

8- L'adhésion de l'ANAIM à la chambre des Mines

Participer et s'impliquer activement à la mise en œuvre de la politique minière.

9- L'Etat des lieux des occupations dans le périmètre de la concession CBG-ANAIM

Procéder à l'inventaire des baux situés dans le périmètre de la concession en vue de lutter contre les occupations illégales.





La Société Navale Guinéenne, armement national de la République de Guinée, placée sous la tutelle du Ministère des Infrastructures et des transports, est créée par décret numéro 195 du 08 mai 1968. Elle change de statut juridique le 18 février 1993 par décret numéro D/93/028/PRG/SGG, en devenant une société Anonyme à participation publique (S.A.P.P). L'État guinéen en est le seul actionnaire.





MISSIONS

- L'exploitation des droits de trafic maritime du pays.

- Assurer le transport des personnes et de leurs biens en provenance ou à destination de la Guinée (import-export).

- Assurer directement ou indirectement les opérations auxiliaires de transports maritimes: consignation-manutention-transit.

- Affréter, construire et gérer la flotte nécessaire au transport maritime.

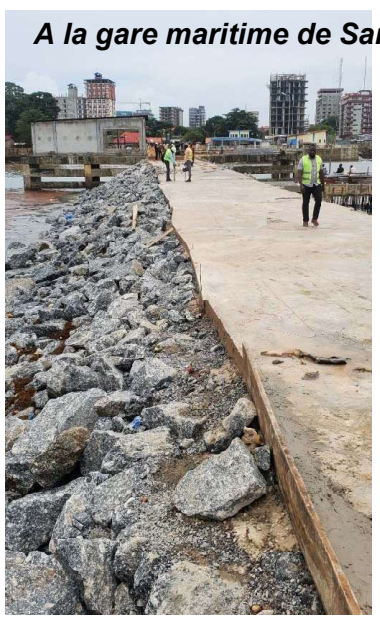
- Créer dans les ports guinéens ou étrangers des bureaux de représentation ou des agences lui permettant de réaliser sa mission.

- Prendre des participations dans des structures publiques, parapubliques, ou privées, et de conclure toute convention se rapportant à sa mission et susceptible d'en faciliter l'exécution

- Appliquer les taux de fret négociés et homologués par le ministère de tutelle et de recouvrer les revenus y afférant.

A ce titre, elle est dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et administrative.

A la gare maritime de Sandervalia

















LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE FINANCIÈRE

Une machine de poursuite appelée CRIEF...

Le président de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, a pris le pouvoir le 5 septembre 2021. A cette occasion, il a promis de faire de la justice "la boussole" pour éviter aux Guinéens de revivre un autre passé douloureux. Un an après cette prise du pouvoir, le Comité national du rassemblement pour le développement (Cnrd) a initié des réformes dans le secteur de la justice dont les résultats obtenus sont assez éloquents. Dès le début, les nouvelles autorités ont fait montre de bonnes volontés pour redorer le blason de la justice, autrefois très décriée, par les justiciables.





Le Cnrd dirigé par le Colonel Mamadi Doumbouya a initié plusieurs réformes dans le cadre de la lutte contre les infractions économiques et financières. Au mois de décembre 2021, il a mis en place la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) pour s'intéresser aux détournements des deniers publics atteignant au moins un milliard de francs guinéens. Ainsi, placée sous la tutelle du ministère de la Justice, la Crief a déclenché une vaste opération de récupération des biens publics spoliés. A ce titre, plusieurs anciens dignitaires des 20 dernières années ont été convoqués à la Direction Centrale des Investigations judiciaires (DCIJ) de la Gendarmerie nationale pour être entendus. Une bonne dizaine parmi eux croupissent encore en prison ou sont placés sous contrôle judiciaire et d'autres ont pris la poudre d'escampette pour échapper aux griefs de la Crief.

Selon le procureur de la Crief, Aly Touré, au jour d'aujourd'hui, plus de quatre-vingts (80) dossiers sont en instruction à la Crief. Et en l'espace de 9 mois, une quinzaine de milliards a été repris dans le compte d'un comptable d'une institution républicaine, notamment celui de la Cour des Comptes. Aujourd'hui, la Crief a amorcé un élan qui fait la fierté des Guinéens puisqu'un pays sans justice, est un pays voué à un échec permanent. Certes, des défis existent encore mais avec la Crief, l'espoir d'une Guinée débarrassée des détournements et de la spoliation des biens publics est permis. Ainsi, la moralisation de la vie publique demande des sacrifices. Pour cela, Aly Touré, le procureur de la Crief et son équipe sont déterminés à poursuivre les instructions du président Mamadi Doumbouya pour léguer une Guinée débarrassée de la corruption et de la mauvaise gouvernance à l'image du Ghana du temps de Jerry Rawlings.

L'actuel ministre de la Justice, Charles Wright, est en train de se battre pour l'amélioration des conditions de vie des prisonniers qui sont également des personnes ayant des droits à respecter.

Le seul hic au niveau de la Justice, en seulement une année, le département est le seul à avoir connu trois ministres à sa tête.

Amadou Kendessa Diallo

Libération des prisonniers politiques...



L'une des mesures phares prise par le Cnrd est la libération de tous les détenus politiques incarcérés après l'auto-proclamation du candidat de l'Alliance Nationale pour la Démocratie (ANAD), Cellou Dalein Diallo. Cette libération a été un déclic, un début d'espoir pour sortir de l'ornière. Elle est la matérialisation de l'engagement du président du Cnrd, au lendemain de sa prise du pouvoir. Dans les jours qui ont suivi cette libération, les nouvelles autorités ont invité l'ensemble corps judiciaire à évacuer les dossiers en cours pour situer les personnes encore non jugées et qui croupissent depuis des mois voire des années en prison sans aucun jugement. Cette instruction sera suivie d'une grâce présidentielle pour plusieurs dizaines de prisonniers à travers tout le pays.

DIALOGUE POLITIQUE

Se faire comprendre pour mieux renforcer la cohésion sociale

En prenant les destinées de la Guinée, le 5 Septembre 2021, les forces de défense et de sécurité, rassuraient les Guinéens de faire des concessions pour la cause nationale. Mais avant, mener un dialogue ouvert, inclusif et constructif, serait salutaire pour instaurer un climat de compréhension et d'acceptation. Cet engagement du CNRD a été matérialisé sur le terrain.



La célébration de ce premier anniversaire du CNRD, replonge les uns et les autres dans un passé récent, de se rappeler de différents programmes inscrits dans la feuille de route du CNRD pour une Transition inclusive. Ainsi, la concertation, le dialogue ont été des éléments déclencheurs des reformes à engager avant toute politique à mettre en œuvre.

De véritables échanges fructueux fondés sur la compréhension, l'appropriation et la mise en œuvre des mécanismes prévue à cet effet par la Charte de la Transition. Autrement, cet espace d'échange permet des débats entre les acteurs politiques, la société civique, le syndicat, l'administration…et demeure un des facteurs essentiels pour définir des actions sociales nécessaires en vue d'instaurer un climat de compréhension et d'acceptation. Un tel dialogue, aura l'avantage de favoriser l'émergence d'un climat permanent aux participants de librement adhérer aux propositions faites par les uns et les autres.

Et compte tenu de l'enjeu du dialogue qui avait bel et bien démarré, il était de la responsabilité de chacun des acteurs, d'écouter et de parler aux autres dans le but de se faire comprendre. Ce qui méritait d'être cerné à fond. Si bien que le dialogue résulte des communications verbales, écrites et gestuelles sans compter que la concertation permet de faire évoluer les mentalités dans le sens de l'édification d'une société basée sur l'acceptation de l'autre dans la différence.

Malheureusement, le dialogue politique inter-guinéen, enclenché en juin dernier par le gouvernement, a certainement buté à certains obstacles liés à l'incompréhension, au comportement des uns et des autres. Puisque le mémorandum sollicité par le Premier ministre d'alors, n'a jamais été élaboré mieux, les travaux dudit dialogue, s'étaient interrompus pendant que le monde entier s'attendait à des résultats positifs.

En tous les cas, le CNRD et le gouvernement doivent encore pouvoir manager le camp adverse pour qu'ensemble les deux parties se retrouvent au tour de la table. La Guinée, cette maison commune, doit accueillir tous les Guinéens sous son toit pour donner la chance à nos fils et petits-fils de vivre dans une Guinée unie et indivisible.

Dinah Salifou Soumah

STRUCTURES SANITAIRES

Un bijou, nommé CHU de Donka !

Un an seulement avant même sa prise du pouvoir, le gouvernement de transition sous instruction des autorités du Comité national de rassemblement et du développement a mis les bouchées doubles pour accélérer l'achèvement et la mise en exploitation progressive de l'hôpital de Donka. Un bijou mis à la disposition des populations guinéennes, le mercredi 17 août 2022 par le Président de la Transition pour assurer une meilleure qualité de services et de soins.



Rénové et équipé à hauteur de 72.636.000 usd soit une part de 12.106.000 usd d'investissement du gouvernement guinéen, ce centre dans sa nouvelle configuration, comprend des structures d'hospitalisation, des soins ambulatoires, un plateau technique et des installations annexes. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, Dr Mamadou Péthè Diallo a précisé lors de l'inauguration que : « l'hôpital a été humanisé et a bénéficié d'une augmentation de sa capacité de 510 lits à 631 lits dont 100 cabines d'un lit, 140 cabines de deux lits climatisées avec toilettes. On note 193 lits de chirurgie, 324 de médecine, 56 en gynéco-obstétrique, 30 lits d'hospitalisation de haute qualité, 34 lits de réanimation chirurgicale et médicale, 24 lits de soins intensifs, 9 pour les salles de réveil, 12 couches d'hospitalisation, 2 de déchoquage, un bloc opératoires de sept (7) salles dans un bâtiment R+5, un centre d'imagerie médicale de 12 salles ».

A souligner que cette infrastructure hospitalière a été construite en 1959 et mise en service en 1960 ; avant d'être rénovée pour la première fois en 1999. Cette deuxième rénovation est intervenue suite à une forte dégradation des bâtisses et équipements, a laissé entendre Dr Aboubacar Conté de l'unité de gestion de Donka. Outre le centre hospitalier de Donka, six hôpitaux préfectoraux ont été achevés et mis en fonction.

Il s'agit des villes de Boffa, Gaoual, Lola, Kérouané, Dabola et Guéckédou. A cela s'ajoute, les centres de santé de Mankoutan et Koumbia dans la région administrative de Boké et Sonfonia et Sanoyah dans le grand Conakry. Toutes ces réalisations ont été accomplies sur financement du Budget national de développement (BND). Ce qui prouve à suffisance, la préoccupation des nouvelles autorités en matière de renforcement du système sanitaire du pays.

Mame Diallo

COOPÉRATION INTERNATIONALE

La Guinée, toujours à la bonne enseigne

À l'avènement des militaires au pouvoir en Guinée, une question récurrente était sur la plupart des lèvres. Ainsi, dix jours après l'historique journée du 5 septembre, le Président du Comité national de rassemblement et développement (CNRD) rencontre les ambassadeurs accrédités au pays. Une rencontre qui a tenu toutes ses promesses pour avoir dessiné les contours d'une nouvelle gouvernance dans une dynamique de coopération bi et multilatérale marquée sous le sceau du respect réciproque.



Devant les diplomates, le Président du CNRD a tenu à rappeler les raisons de la prise de pouvoir par l'armée guinéenne. Elle se justifierait par la préservation de la cohésion nationale afin de garantir un meilleur avenir pour tous les Guinéens.

En outre, il dira que dans le cadre de la coopération, les autorités désirons resserrer les liens d'amitié entre le peuple de Guinée et ses amis. Il s'agit de permettre au pays de faire face convenablement aux enjeux de développement. Selon lui, les nouvelles autorités militaires entendent dialoguer avec toutes les composantes de la Nation, sans exclusion, afin que toutes les décisions soient prises de manière participative.

Face aux ambassadeurs, le lieutenant-colonel Mamadi Doumbaya a précisé que cette rencontre se veut être une concertation garantissant que la Guinée continuera de respecter tous ses engagements internationaux -bilatéraux et multilatéraux-., en adéquation avec la volonté du peuple de Guinée. C'est tout naturellement qu'il reconnaîtra les efforts de la communauté internationale visant à accompagner dans tous les domaines. '´ La communauté internationale a toujours été au chevet de la Guinée", a-t-il conclu.

Au plan sous régional, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont accordé leur violon pour donner une seconde chance au pays qui, à travers les nouvelles autorités, s'engage à un retour à l'ordre constitutionnel dans un délai ne dépassant pas 36 mois. Plutôt qu'un bras de fer , c'est une mission d'observation doublée de médiation qui tente de faciliter la tâche aux acteurs de la scène politique. Ainsi, l'ancien Président du Benin, Yayi Boni s'active à récolter les morceaux brisés de la concertation nationale pour un retour de la Guinée dans le concert des Nations démocratiques.

Guinée-Mali, destins croisés

En plus des liens séculaires existant si heureusement entre la Guinée et le Mali, le destin fait que ces deux Nations traversent , sur le plan politique, une période de transition indispensable pour leur survie institutionnelle. Face à l'embargo imposée aux Maliens par la Cedeao, la Guinée pend faits et causes pour ce pays dont les liens historiques remontent aux empires médiévaux : le Manding. De plus , au plus fort de la crise de la maladie à virus Ebola, jamais le Mali n'a fermé ses frontières avec la Guinée. Ainsi, la décision des autorités guinéennes du 10 janvier 2022 consécutive au maintient de la frontière ouverte avec le Mali, est l'expression d'un modèle de coopération qui continue de traverser les temps. En jouant la carte de la solidarité avec son voisin est un ouf de soulagement pour le peuple frère de Mali qui ne savait plus à quel saint se vouer. Seule donc la Guinée a maintenu ouvertes ses frontières avec le Mali, contrairement aux treize autres membres de la Cedeao qui les ont fermées.

" C'est une décision naturelle. Les deux pays sont liés par l'histoire. Cela remonte aux empires. Et personne n'a oublié que le Mali est le seul pays à ne pas avoir fermé sa frontière avec la Guinée durant la crise Ebola ", commente l'ancien Premier ministre guinéen Kabiné Komara.

Expression éloquente du renforcement de l'axe de coopération entre les deux pays, c'est cette facilité de la circulation des biens et des personnes avec la visite d'une délégation gouvernementale malienne à Conakry dès le 17 janvier. " L'ambition est d'élever nos relations à un niveau de partenariat stratégique durable ", déclare alors le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Dans le même d'ordre d'idée, le Colonel Amara Camara, Secrétaire général de la présidence foule le sol Bamakois pour rencontrer le président de la transition malienne, Assimi Goïta - en marge des obsèques de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta.

Au même moment, Albayrak, à travers sa filiale Alport, ouvre un espace pour les camions maliens. Le coton malien s'offre un corridor qui va ressusciter un projet bien ficelé avant les sanctions économiques de la Cedeao. précise Egavit Ercan, directeur du protocole et de l'information d'Alport.

Entre ancrage démocratique et politique de bon voisinage

La politique de bon voisinage aura permis à la Guinée de rassurer plus d'un. Les visites des présidents Alhassane Dramane Ouatara de la Côte D'ivoire, Umbalo de la Guinée Bissau sont autant d'intérêts que ces pays accordent au projet de société des nouvelles autorités guinéennes. D'autres pays amis ont jugé bon d'envoyer dès délégations afin d'être mieux informés de la situation qui prévaut dans le pays. Voir une seule fois vaut mieux que raconter cent mille fois, dit l'adage. Le coup d'état 2.0 qui divorce d'avec les anciennes pratiques des forces de défense et de sécurité est de quoi à révéler à la face du monde que hommes en tenue sont capables de rallier la cause des peuples qui ploient sous le fardeau de la pauvreté extrême imposée par un clan. C'est tout naturellement donc que le Cnrd entend positivement marquer la présence de la Guinée au plan sous régional et international par une pratique participative dans la gestion de la cité. Ce qui lui vaut tout l'intérêt que la communauté internationale accorde au pays. Un îlot de stabilité dans une sous région en proie avec le terrorisme , c'est cela aussi la Guinée. D'où l'attention particulière dont elle bénéficie auprès des pays épris de justice et de paix.

En un mot ou en mille, la coopération bénéficie d'un regard bienveillant des autorités qui savent pertinemment que c'est un passage obliger pour resserre les liens d'amitié entre les Nations du monde. Elle également un moins privilégié pour se faire passer les idéaux et autre profession de foi des nouvelles autorités pour une transition apaisée. Elle ne saurait donc être en marge de l'évolution de la situation.

J.M MORGAN

CONTRIBUTION

L'éthique du soldat guinéen

La Guinée et le monde s'apprête à accompagner les forces de défense et de sécurité à fêter dans une grande ferveur, le premier anniversaire de l'avènement du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) au pouvoir depuis le 5 septembre 2021.



En effet, comme le stipule l'article 2 du statut général et particuliers des militaires « l'armée guinéenne est une armée républicaine au service de la nation. » Pour accomplir sa mission régalienne, elle fait appel aux militaires des armées de Terre, de Mer, de l'Air et de la Gendarmerie Nationale. Ainsi, selon toujours le même article, « l'état de militaire exige en toute circonstances discipline, loyauté, neutralité et esprit de sacrifice. »

On comprend aisément que le fondement de l'armée est la discipline, c'est-à-dire l'éthique, qui s'acquiert dans les différentes formations physiques, morales et intellectuelles, conditions sine qua none pour qu'une armée soit loyaliste et respectueuse de valeur républicaine. C'est dans cette optique que nous évoquons dans les lignes qui suivent, la notion d'éthique du soldat guinéen.

Avant tout, essayons de distinguer « l'éthique » de « la morale ».

L'éthique et la morale tirent leurs essences de l'histoire, car, c'est à travers l'évolution de l'humanité et des épreuves traversées, que les peuples ont défini et ont mis une différence entre ce qui est prescrit de ce qui est proscrit en leur sein. Ce sont ces valeurs écrites ou non qui marquent le subconscient des peuples et qui rythme leurs vies en communauté.

Certains estiment que les mots « éthique » et « morale » ont la même signification. Le premier provenant du grec et le second du latin et que tous deux signifient « mœurs ». Ce qui veut dire que du point de vue étymologique, ces deux termes sont identiques car ils renvoient tous, d'une manière générale, aux interactions que les individus tissent entre eux dans la société.

D'autres en revanche, estiment que si à l'origine les mots « morale » et « éthique » sont des synonymes, de nos jours il se dissocient par le fait que le premier s'attache beaucoup plus aux mœurs de manière relative dans le temps et dans l'espace en fonction de la société à laquelle il se rattache et que le second s'affilie à la « loi » donc a un caractère plus contemporain. C'est-à-dire plus « universel ».

Cependant, placés dans le cadre du savoir et du devoir être, il convient de relever quelques nuances. La morale ramène à l'habitude c'est-à-dire la manière de penser et d'agir, bref, la façon de se comporter dans la société. Tandis que l'éthique est considérée comme étant la science qui permet d'étudier la morale donc, «elle s'impose en aval et en amont de la morale ».

Ainsi, la morale se définit comme étant « un ensemble de principes de jugement, de règles de conduite relatives au bien et au mal, de devoirs, de valeurs, parfois érigé en doctrine, qu'une société se donne et qui s'impose autant à la conscience individuelle qu'à la conscience collective ». Quant à l'éthique, elle est alors une valeur perçue comme un comportement idéal, une valeur éducative que l'on doit acquérir pour la vie en commun dans une société, car, prenant sa source dans les mœurs. Ce qui fait que chaque citoyen intègre les rangs de l'armée avec l'éducation qu'il a reçue de ses parents, de sa famille, ou au plus, de la société de laquelle il est issue.

Alors qu'est-ce que l'éthique du soldat ?

D'après tout ce qui est dit plus haut, l'éthique du soldat est alors tout cet ensemble d'éducation, de formation, qui vise à faire de lui un homme qui agit de façon conforme à des valeurs morales et civiques. Des valeurs qui sont recherchés dans l'armée et qui constituent « la discipline ». Tout soldat avant de devenir homme en uniforme, est un citoyen, civil, issu d'une famille, d'une société, ayant ses coutumes et ses mœurs. En tant que tel, il est censé faire la différence entre le bien et le mal, le juste et l'injuste bien avant son incorporation pour servir sous le drapeau national.



Ce sont ces valeurs qui ont conduit les forces de défense et de sécurité ayant à leur tête Son Excellence le Colonel Mamadi Doumbouya, à changer le cours de l'histoire de notre chère patrie la Guinée, le 5 septembre 2021. Comme a dit le Général De Gaulle, « l'action ce sont les hommes au milieu des circonstances. » Cette action patriote et salvatrice du Président du CNRD, ne revêt aucune autre connotation sinon qu'une application pure et simple du règlement du service des armées en son article 2 qui stipule que la mission de l'armée guinéenne « est d'assurer par la force des armes, la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la nation… »

En soldat bien éclairé, Son Excellence le Colonel Mamadi Doumbouya a sauvé le pays de la catastrophe et a engagé la refondation de l'Etat en ayant « la justice comme boussole » pour la marche vers une Guinée nouvelle, tout en exigeant le renforcement de la culture de l'éthique du soldat qui constitue un élément fondamental de la transformation des hommes en uniformes en militaires républicains et loyalistes.

Justement, parlant d'uniformes, de nos jours, on peut qualifier les militaires de l'armée guinéenne « d'hommes en uniforme », car des Iles de Los à Yomou, tous les soldats sont dans la même tenue sans distinction de grade ou d'unité d'origine. Pour faire la distinction, il n'y a qu'à regarder le béret et/ou l'insigne.

Par ailleurs, plusieurs projets sont planifiés par la hiérarchie militaire en matière de formation (l'ouverture de l'Ecole d'Etat-major, la construction du Prytanée militaire pour les enfants de la Guinée), en matière de santé (la construction de l'hôpital militaire de référence au profit des Guinéens et de toute la communauté sous-régionale) conformément à l'idéal du Chef Suprême des Armées.

Enfin, il faut le dire haut et fort que les mauvaises pratiques comportementales des militaires dans la vie des cités et vis-à-vis, des citoyens ont radicalement changé.

Bonne fête à nos vaillants soldats !

Colonel Boubacar Diallo
Chef de cabinet du Ministère de la Défense Nationale

ENVIRONNEMENT

Un Guinéen, un arbre !

Ce slogan ou cette assertion, est une démonstration qui interpelle les Guinéens à s'acquitter de leur droit citoyen, celui de planter un arbre. Ceci, pour reconstituer les grands équilibres écologiques et contrer les fléaux qui menacent notre espace vital. Le mois de juillet, consacré au mois de la ''Forêt Guinéenne'' depuis 2003, impose aux Guinéens de restaurer ces zones dénudées sérieusement affectées par des actions anthropiques.



Le CNRD et le gouvernement ont réalisé de grandes superficies d'hectares en termes de reboisement. En gros plan, c'est le Président de la Transition, Chef de l'Etat, Colonel Mamadi Doumbouya qui a mis le turbo en marche en lançant cette campagne de reboisement dont toutes les autorités du pays s'en sont saisies pour mettre des milliers de jeunes plants à terre.

Cette préoccupation a amené les responsables du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, à faire du problème de l'environnement, une priorité et une urgence de l'heure. Car, partout dans le pays, les conservateurs de la nature et agents forestiers sont en première ligne, exhortant les citoyens à fédérer les efforts et procéder à la restauration des zones dénudées.

De nos jours, faut-il le rappeler que la coupe abusive du bois, le braconnage, l'orpaillage, les feux de brousse sont entre autres fléaux qui déciment et calcinent nos ressources naturelles. Ce qu'il faut du moins retenir, c'est la disparition de nombreuses espèces faunistiques et floristiques sous l'action de l'homme. Réalités qu'a constatées Mme Louopou Lamah, ministre de l'Environnement et du Développement Durable, lors de l'immersion gouvernementale. Dans son compte rendu, elle a dépeint la situation de ses services déconcentrés, non étoffés en personnel et en équipements. A N'Zérékoré, dame Louopou a visité les services relevant de son secteur avant de planter un arbre, donnant ainsi le ton de la campagne de reboisement de 2022.



A travers cette mission régalienne, de N'Zérékoré à Koundara, en passant par Kankan, Labé, Kindia, la ministre Lamah a visité des pépinières forestières, des forêts classées de Kankan, des parcs de Badiar et du Haut Niger à Kouroussa.

En tout état de cause, la conservation de la flore et de la faune, bref de notre environnement proche et lointain, doit figurer parmi les priorités individuelles et collectives de tous les Guinéens. Cela, d'autant plus qu'une telle attitude vis-à-vis de la nature, nous préserve des aléas les plus cruels entravant notre équilibre.

Il serait intéressant de revenir à certaines de nos valeurs qui ont en d'autres temps eu le droit de citer comme la '' Loi Fria'' qui n'avait aucune connotation politique. Et si chaque citoyen, en quelconque situation de cérémonie heureuse (naissance, mariage…), plantait un arbre pour la prospérité, nous aurions considérablement réduit le déficit en passe de nous étouffer aujourd'hui. Cette ''Loi'' a, en effet crée des microclimats dans certaines villes du pays, pendant que les forêts elles, n'échappent pas à la haine des tronçonneuses qui y ronronnent, décoiffant les cours d'eau de leurs galeries forestières.

Dinah Salifou Soumah

Société des Eaux de Guinée (SEG-SA)







Réalisations dans le secteur Eau Urbaine depuis 5 septembre 2021

1. Achèvement et mise en service des nouvelles infrastructures d'eau potable des villes de Gaoual, Lélouma et Tougué ;

2. Renforcement en urgence de la desserte en eau potable des villes de Kankan et de Kouroussa ; les stations seront inaugurées ce 10 septembre.

3. Elaboration d'un Plan Stratégique (2022-2027) de transformation de la SEG pour la première fois.

4. Vaste Campagne de réduction des pertes techniques et commerciales (réparation des fuites et destruction des fraudes);

5. Début de Pose des compteurs au niveau des clients de l'administration ;

6. Campagne de pose systématique de compteurs au niveau des clients privés ;

7. La mise en place de la biométrie des agents de la SEG pour l'amélioration du système de santé du personnel ;

8. Mise en place d'un nouveau logiciel de gestion clientèle et d'infrastructures réseaux ;

9. Evaluation des besoins de réhabilitation et de renouvellement pour la sécurisation de la production d'eau potable dans les 26 centres de la SEG ;

10. Achèvement du projet de renouvellement des conduites principales de transport d'eau traitée pour la ville de Conakry de diamètres 700 mm entre la T4 et la T2 et 600mm entre la T1 et la croix de Bambou ;

11. Mobilisation des ressources financière pour le développement du secteur (Signature pour le schéma Directeur eau potable du grand Conakry 1ère & 2ème phases en cours de finalisation et proposition technique et commerciale pour la troisième phase) et réalisation des Etudes de schémas Directeurs Eau potable pour 25 villes de l'intérieur.









SECTEUR MINIER

Des prouesses pour faire bonne mine

La République de Guinée dispose d'un potentiel minier important considéré comme un des leviers de l'économie nationale. A ce titre, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), sous la clairvoyance du président de la transition, Colonel Mamadi Doumbouya l'a (secteur minier) placé au cœur d'un vaste et profond processus de réforme visant à renforcer son impact sur l'économie nationale, et plus généralement sur le développement socio-économique du pays.





Secteur de croissance prioritaire au même titre que l'Agriculture et l'Energie, le secteur minier guinéen repose sur une concentration de ressources minérales, reconnue comme l'une des plus importantes au monde. C'est pourquoi dès sa mis en place, le gouvernement CNRD s'est automatiquement attelé à faire un diagnostic plus approfondi visant à connaitre les maux auxquels le secteur minier est confronté.

Parmi les nombreux diagnostics établis figurent entre autres la faible mobilisation et déperdition des recettes minières ; Le faible niveau de connaissance du potentiel géologique du pays ; Très faible niveau de transformation sur place de ressources minières ; Le faible niveau de maitrise de la qualité et de la quantité des produits miniers à l'exportation ; Faible capacité opérationnelle des structures centrales et déconcentrées de l'administration minière ; Non-respect de plusieurs engagements contractuels par les sociétés et projets miniers ; Le manque de cadre organique adapté pour le Ministère, non ameublement des structures et sous utilisation du personnel du Ministère des Mines et de la Géologie ; L'absence notoire de mobiliers de bureaux, de matériels informatiques et engins roulants ; L'absence de Conseils d'Administration pour les EPA du Ministère des Mines et de la Géologie ; Le bâtiment abritant le département est inapproprié pour le Ministère des Mines et de la Géologie…

Moins d'une année, la nouvelle administration minière sous l'impulsion du CNRD et de son président, Colonel Mamadi Doumbouya a pu faire quelques réalisations non des moindres dont la matérialisation du co-développement et co-investissement du projet Simandou avec la signature de l'accord cadre entre l'Etat guinéen, Simfer et Winning Consortium Simandou WCS en date du 25 mars 2022 pour le co-développement sur les infrastructures de la Compagnie du TransGuinéen (CTG) ; Création et signature des statuts en date du 27 juillet 2022 et de la CTG constituée de l'Etat guinéen, Rio Tinto-Simfer et WCS pour la construction des infrastructures ferroviaires et portuaires du projet Simandou ; La maximisation des recettes minières : application des dispositions de l'article 138 du Code minier ayant permis la mobilisation de 11 950 milliards de francs guinéens durant les trois premiers mois de 2022 ; Signature et vulgarisation de l'arrêté conjoint portant institution d'un prix de référence applicable à la vente de la bauxite en Guinée ; Assainissement du cadastre minier par le retrait de 60 permis de recherche y compris des autorisations d'exploitation de carrières permanentes et un permis d'exploitation de bauxite inactifs et non conformes ; Octroi d'un permis d'exploitation de la bauxite ; Contrôle et évaluation de 163 permis de recherche et identification de 45 permis dont 11 pour la bauxite et 34 pour l'or devant recevoir une mise en demeure ; Evaluation des quantités et qualités des minerais à l'exportation : maitrise des prévisions de quantité de minerai destiné à l'exportation ; Tous les ports minéraliers sous contrôle ; Projet de construction d'un laboratoire d'analyse aux standards internationaux ; Transformation sur place du minerai de bauxite en alumine : Rappel et suivi rigoureux des dispositions des conventions minières relatives à la transformation sur place des produits miniers ; Application du discours du président de la transition le 8 mars 2022 ; Les chronogrammes de réalisations des raffineries sont obtenus des groupes de miniers et sont sous l'évaluation du Ministère des Mines et de la Géologie ; Cinq projets de raffineries envisagés à date…

Youssouf Hawa KEITA



AVIATION CIVILE

AGAC, missions et vision



Mohamed Kobélé Keïta
Directeur Général

Notre vision

La vision de l'AGAC est de favoriser une industrie aéronautique sûre, sécuritaire, efficace, rentable, durable et écologique.

Notre mission

La mission de l'AGAC est d'impulser le développement des activités aéronautiques en Guinée et d'assurer la supervision sur lesdites activités.

Nos objectifs

L'industrie du transport aérien contribue de façon significative au développement économique de la Guinée. Elle est indispensable au soutien des affaires, du commerce, du tourisme, de la culture et des activités sociales.

Les principaux objectifs de l'AGAC sont donc de fournir un environnement favorable à la croissance de l'industrie aéronautique et d'assurer la sécurité des opérations aériennes à travers :

·l'adoption de politiques qui encouragent le développement durable de l'aviation en Guinée

·l'amélioration de la supervision de la sécurité et de la sûreté

· le développement des ressources humaines

· le développement des infrastructures aéronautiques

· la participation croissante du secteur privé aux activités du transport aérien

En vue de se conformer aux exigences de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), l'AGAC a élaboré sa législation aéronautique de base (Code de l'Aviation Civile) et les règlements aéronautiques qui habilitent la conduite et la surveillance des activités de l'aviation civile en Guinée.

En Afrique, avec l'adoption de la Décision de Yamoussoukro en 1999, il y a eu la libéralisation de l'accès aux marchés du transport aérien, l'harmonisation des politiques de transport aérien et le libre échange des droits de trafic.

L'AGAC octroie les licences et permis de transport aux Compagnies aériennes qui remplissent les critères d'éligibilité énoncés dans la Décision de Yamoussoukro ainsi que ceux fixés par les lois et règlements de l'AGAC.

Sur le plan sous-régional, la Guinée appartient :

· au Groupe de l'Accord de Banjul (BAG). A cet effet, l'AGAC adhère aux principes de l'harmonisation des règlements aéronautiques au sein de ses Etats membres, de la mise en place d'un organisme commun de supervision de la sécurité (BAGASOO) et d'un organisme d'enquêtes accidents sous-régional (BAGAIA)

· à la Région d'Information de Vol de Roberts (FIR de Roberts) dont la mission est d'assurer le contrôle de la circulation aérienne sur l'espace supérieur de ses trois Etats membres

La formation des Inspecteurs de l'AGAC a été assurée dans les différents domaines de sécurité de l'aviation pour la certification et la surveillance continue des exploitants aériens. Cette formation est fondée sur les exigences ITS (Inspector Training System) du Groupe de l'Accord de Banjul (BAG).





En conclusion, l'AGAC s'inscrit dans la culture aéronautique mondiale qui fait de l'aviation civile internationale une chaine dont les maillons que constituent les Etats doivent avoir la même solidité en matière de sécurité et de sûreté.

AUDIOVISUEL

Vers une nouvelle chaîne de TV citoyenne

Une nouvelle chaîne de télévision publique sera incessamment lancée pour étoffer les chaines déjà existantes. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres du jeudi 12 mai 2022. Au département de l'Information et de la communication, cette annonce avait fait l'objet d'interprétations tendancieuses avant de trouver un écho favorable chez les professionnels qui ont trouvé l'opportunité d'apporter leur savoir-faire pour cet autre challenge.

En jetant son dévolu sur la vieille RTG Boulbinet pour l'installation de cette télévision thématique dédiée à la jeunesse et à l'entreprenariat, les nouvelles autorités ont voulu, par cette annonce, prendre à bras-le-corps la question de citoyenneté. Et surtout donner la chance à la jeunesse de se lancer dans la création d'entreprises.

S'appuyant sur un cadre existant, il s'agit de mette en exergue une nouvelle dynamique de collecte, de traitement et diffusion d'informations qui tiendra compte des sujets de société. Si l'ambitieux projet fait son petit bonhomme de chemin, il n'en demeure pas moins vrais que les ressources sont aussi à trouver. Sur la question, les autorités ne vont pas lésiner sur les moyens pour créer les meilleures conditions de travail dans un environnement médiatique nouveau.

Pour rappel, c'est le 14 mai 1977 que la coopération libyenne fait don des premiers équipement d'une chaîne de télévision. Un cadeau on ne peut plus écran opportun pour le parti État de Guinée (PDG) qui célébrait son anniversaire. Les enlèvements du géant défilé sont retransmis en direct sur les écrans. Une première dans le pays. De noir-blanc en 1982, la télévision nationale passe en couleur en 2022.

Par le biais de la coopération chinoise, le pays se dote d'une nouvelle maison de radio télévision avec une technologie de pointe. Sur la crête de Koloma, se dresse un imposant



bijou architectural qui n'a rien à envier à d'autres maisons de télévision sur le continent. La Rtg 1 ou Koloma est érigée en direction. Pendant ce temps, les équipements de la Rtg Boulbinet ou la RTG 2 tombent dans la désuétude. Qu'à cela ne tienne, le personnel a continué de maintenir les équipements avec les moyens de bord. Ce mauvais souvenir est en train de battre en brèche, car les premiers travaux d'une maison de télédiffusion voit le jour. La peinture des flancs et l'intérieur du bâtiment présente un nouveau visage.

Si le bouquet Canal+ offre la possibilité de suivre la télévision (RTG Koloma), le contenu ou la grille des programmes se doit être attrayant et captivant. Il y a lieu de teneur compte de la pyramide des âges pour mieux établir une connexion entre les auditeurs ou autres téléspectateurs et les émissions qui sont proposées. Il n'y a pas mieux qu'une chaîne de télévision qui comprend en compte les aspirations profondes d'une population. C'est en cela qu'une télévision publique, telle qu'annoncée, se propose de garantir pour une citoyenneté accomplie et assumée

J-M Morgan

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE FOOTBALL 2025 EN GUINÉE

Au-delà d'une grand-messe continentale !

Abriter une Coupe d'Afrique des Nations de Football est un grand privilège pour les pouvoirs publics. Mais l'organiser dans un contexte aussi particulier comme celui de la Guinée relève d'un sacrifice ultime. Un sacrifice qu'il faut réaliser avec autant de savoir-faire que de responsabilité historique. Et c'est bien à cet exercice à la fois exaltant et minutieux que se donnent aujourd'hui, les nouvelles autorités guinéennes. Elles sont engagées, car, conscientes. Elles sont acharnées, car, au-delà de cette grand-messe continentale, la tenue en toute souveraineté de cette CAN 2025 est un sacerdoce, un esprit patriotique et de souveraineté assumée.



La Coupe d'Afrique des Nations de Football 2025 aurait pu être organisée depuis des lunes, en Guinée. Mais, il aura fallu une curieuse coïncidence avec le changement de régime intervenu le 5 septembre 2021, afin que les lignes bougent, au moment même où le scepticisme commençait déjà à gagner certains esprits.

Aujourd'hui, petit à petit le coton devient pagne : le Comité d'Organisation de la CAN (COCAN) a été étoffé avec de nouvelles têtes, donc de nouvelles idées. Les uns et les autres sont responsabilisés. Des marchés pour viabiliser les sites ont été octroyés. Et à chacune des rencontres, le ministre des Sports et son Cabinet sont interpelés. Visiblement, la mayonnaise est en train de prendre, en dépit du sentiment global qui se dégage quant au délai imparti pour la tenue en Guinée de cette grand-messe continentale. Ainsi, pour mettre tout le monde d'accord et surtout mettre les plats dans les grands, c'est le Président de la transition lui-même, fouetté par le sens élevé de patriotisme et de sa réelle volonté de voir cette CAN se tenir pour la première fois en Guinée, active la machine.

D'où le décret pris tard dans la nuit de ce lundi à mardi 30 août, déclarant l'organisation de ce rendez-vous continental, programme d'intérêt national et prioritaire. Comme quoi, cette CAN-là va au-delà d'une grand-messe du football panafricaine. Mamadi Doumbouya booste, oriente, délègue, interpelle quand il le faut. C'est pourquoi d'ailleurs ledit décret précise que le Comité d'Organisation de la CAN (COCAN) est placé sous la tutelle directe de la présidence de la République qui en assure la direction, la gestion administrative, technique et financière. Le jeu en vaut la chandelle, pourrait-on dire ! Déjà, les endroits réservés pour abriter les rencontres, le décret souligne que les réserves foncières attribuées dans ce sens, sont désormais d'utilité publique. Également, les terrains situés dans le périmètre d'intervention foncière créé au profit de l'Etat sont définitivement et exclusivement affectés au programme d'organisation de la CAN-2025.

Et pour ajouter l'utile à l'agréable et pour mieux huiler le COCAN, un compte spécial dénommé compte COCAN Guinée 2025 est ouvert dans les livres du trésor public : il jouit d'une autonomie financière, afin d'aller vite. Conscient des manœuvres de certains petits malins, Mamadi Doumbouya tente refermer la porte. En effet, le décret précise que toutes les transactions immobilières sont interdites sur les sites affectés pendant la durée du programme de la CAN Guinée 2025. Toutes les autorisations de construire non conformes sont suspendues à l'exception de celles relatives au programme CAN Guinée 2025, tous travaux publics ou privés sont interdits à l'exception de ceux relatifs au programme de la CAN Guinée 2025.

La Guinée, pays d'accueil de la CAN 2025 ? Il est permis de rêver au moment où une mission de taille de la Confédération Africaine de Football (CAF) est attendue à Conakry, pour s'enquérir de la capacité et de la possibilité pour la Guinée, d'organiser cette compétition continentale. En tout cas, à cœur vaillant, rien d'impossible. Surtout que c'est une question de souveraineté, d'intérêt national et subséquemment, prioritaire. Et donc au-delà de la grand-messe continentale de football.

Des mordus du cuir rond salivent déjà et croisent les doigts, en attendant de voir, dans les prochains jours les toutes premières sensations. Pour l'heure, chacun retient son souffle, tout en ruminant encore cet engagement du président de la transition : « Depuis le début de notre histoire, nous avons assumé nos responsabilités et nous n'allons compter sur personne pour faire le travail à notre place. On le fera. La détermination du gouvernement de transition est sans faille. »

En faisant une telle déclaration, le président de la transition cherche à davantage à rassembler, à unir et à pousser à assumer des choix historiques qui marquent un tournant dans la vie sociopolitique et économique de la Guinée. N'est-ce pas suffisant pour se délecter les babines ? Du moins, on est tenté de le faire ! Il va de soi.

En tout cas, selon la CAF dont la mission d'inspection était arrivée mardi 30 août 2022 à Conakry pour évaluer l'état d'avancement de la réalisation des infrastructures devant abriter la CAN 2025 l'objectif ce n'est pas de *« retirer l'organisation à la Guinée, nous sommes venus pour voir si la Guinée a des propositions pour convaincre la CAF à lui faire toujours confiance pour l'organisation de cette CAN 2025 »,* avait notamment indiqué Mathurin De Chacus.

Thierno Peredio



PORT AUTONOME DE CONAKRY

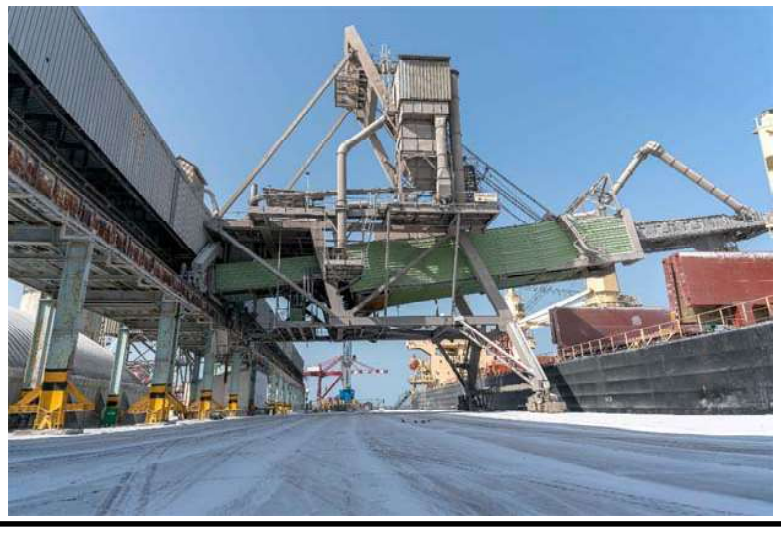
Mots de M. Mamadou Biro DIALLO, *Directeur Général*

L'avènement du CNRD (Comité National du Rassemblement pour le Développement), le 05 septembre 2021, a impulsé une nouvelle dynamique dans le secteur maritime et portuaire. Notre pays, la Guinée recouvre en toute légitimité une place de premier rang dans le classement de l'indice de performances portuaires des ports de l'Afrique de l'Ouest et du monde, publié par la Banque mondiale. Parvenir à ce résultat, en si peu de temps, ne peut être le fruit du hasard mais plutôt la synergie des efforts des acteurs portuaires, sous la clairvoyance du Président de la Transition, S.E Colonel Mamadi Doumbouya, Chef de l'Etat.



Principale plateforme par laquelle la Guinée réalise 90 % de ses échanges commerciaux avec l'extérieur, le Port de Conakry se doit d'accompagner les réformes économiques gouvernementales pour le bien-être de la population guinéenne. C'est pourquoi, les premières mesures ont consisté à la mise en place de la politique de fonctionnalité permanente du Port de Conakry dénommée (H24), permettant ainsi au Port de fonctionner 24heures/24 et 7jours/7. Mettre en place cette réforme nécessite l'implication de tous les acteurs institutionnels et socio- économiques du pays (Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Ministère du Budget, Ministère des Infrastructures et Transports, les acteurs de la communauté portuaire, les services douanières, de Police et la Gendarmerie). Nous saluons donc cette solidarité gouvernementale ayant considérablement impacté le Port de Conakry en termes de réduction du temps d'attente des navires en rade, décongestion de la plateforme portuaire et ayant permis également d'améliorer la cadence de déchargement des navires. La performance du Port de Conakry connait donc un coût d'accélérateur qui est un vecteur essentiel pour son attractivité et sa compétitivité.

A ce jour, nous enregistrons une accélération des travaux d'infrastructures portuaires et l'acquisition des équipements modernes. En exécution de leurs engagements contractuelles dans le cadre du Partenariat Public privé, les concessionnaires portuaires ont consenti d'énormes investissements pour équiper le Port de Conakry et, doter notre plateforme portuaire d'infrastructures répondant aux normes et exigences des usagers. Pour rendre notre port fréquentable, nous avons la responsabilité de lui mettre aux standards internationaux.



Ainsi, tous ces facteurs ont permis d'attirer les opérateurs économiques maliens vers le Port de Conakry. Sous le leadership et la vision solidaire des Présidents de la Transition, S.E Colonel Mamadi Doumbouya, Chef d'Etat Guinéen et son Homologue malien S.E Colonel Assimi Goita ; la Guinée et le Mali mettent au centre de leurs préoccupations, la croissance des échanges commerciaux entre les deux (2) pays. A cet effet, le Port de Conakry dévient un enjeu de coopération économique. Ce fût donc une période de grande aventure où des décisions courageuses et audacieuses ont été prises pour accompagner la République sœur du Mali dont le fret des marchandises connait une augmentation très significative ces douze (12) derniers mois au Port de Conakry.







Je voudrais donc saisir l'opportunité d'adresser mes remerciements au Président de la Transition, S.E Colonel Mamadi Doumbouya, qui a bien voulu porter sa confiance en ma modeste personne pour transcrire dans les actes sa vision de modernisation et de développement du Port de Conakry. Cette responsabilité m'a permis de rendre à mon pays, par patriotisme et dévouement, ma modeste contribution à l'édifice d'une nation forte et solidaire de notre beau pays, la Guinée.

Le Port de Conakry ne ménagera pas les efforts pour jouer sa partition dans le processus de la refondation de notre Etat. Cela passera par le respect des vertus comme le mérite, la discipline et l'intégrité. Telles sont les valeurs qui m'anime au quotidien.

Je vous souhaite une très bonne lecture et j'ose espérer que nous réussirons à positionner le Port de Conakry comme un HUB dans la sous-région.

cyanmagentajaunenoir



CNRD

Comité National du Rassemblement
pour le Développement

1an

HOROYA
Quotidien national